

ANCHA



AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA
EDITADA POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

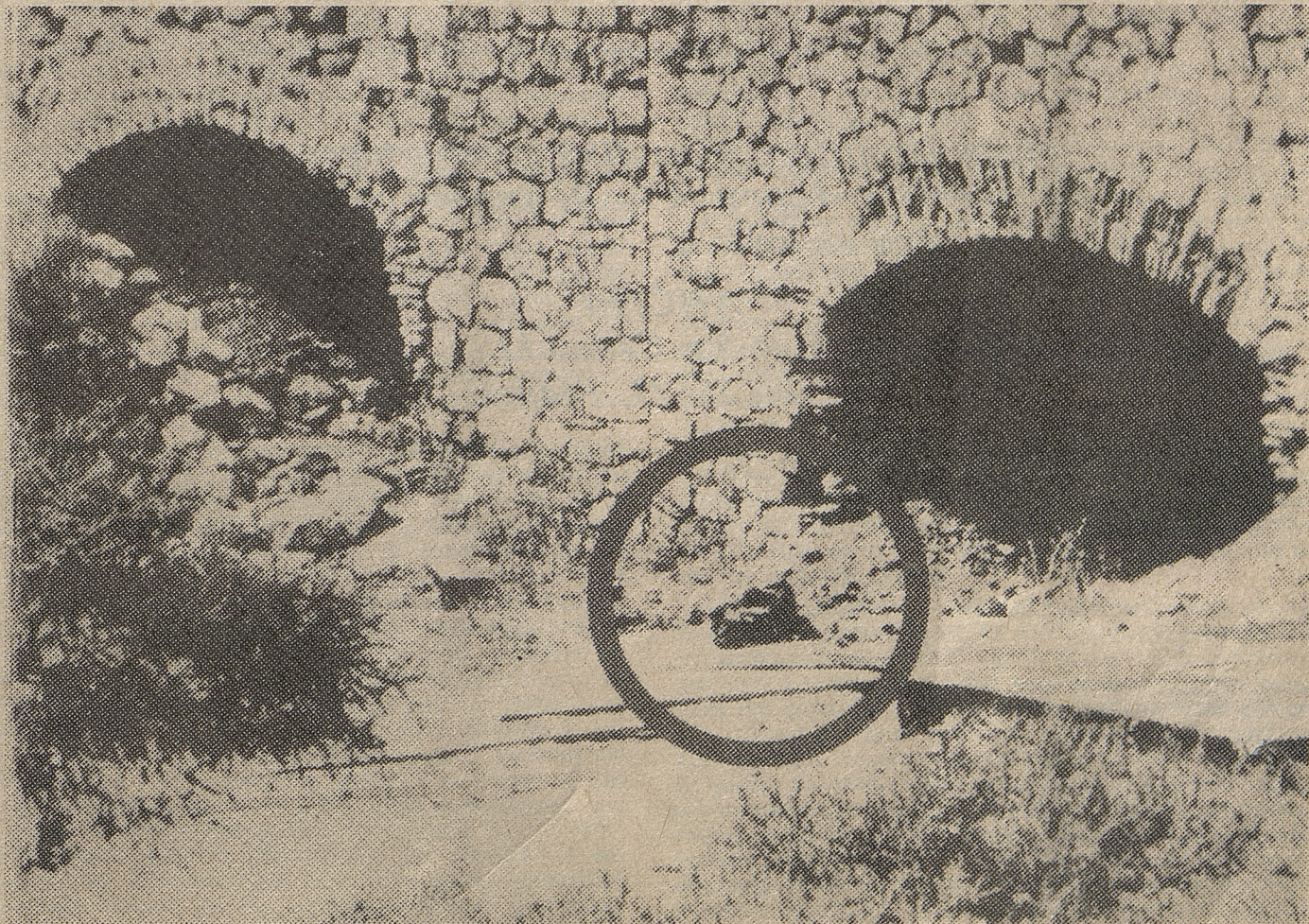
CON LA UNIDAD Y LA LUCHA, LA **R**ESISTENCIA VENCERA

No. 39-40

décembre 1978 / janvier 1979

50¢ / 4 fr.

LES "CIMETIERES" DU FASCISME



Entrée des mines de Lonquen où furent découverts les cadavres des "disparus"

voir la page 13

40P 8851

Ce numéro-ci d'ANCHA contient l'édition de décembre et l'édition de janvier. A compter de février, ANCHA reprend la publication sur une base mensuelle.

Tous les articles, nouvelles et reportages sur les activités d'appui à la Résistance chilienne doivent être envoyés à:

*ANCHA
B.P. 59, Cedex 13
Paris 75623, France*

Avec la constitution maudite, ils espèrent maintenir le fascisme même quand Pinochet sera six pieds sous terre

Comme par le passé, l'oligarchie prétend encore une fois imposer au peuple chilien une constitution sous la pression de ses FA, mais celle-là est de loin la plus réactionnaire de son histoire. Elle prétend donner un caractère permanent, institutionnaliser, légaliser l'ordre qu'ont établi les fascistes depuis cinq ans. Voyons comment l'oligarchie chilienne conçoit la démocratie: qui propose, discute et approuvera cette nouvelle constitution? Pour sauver la démocratie selon eux, ils ont assassiné plus de 30,000 compatriotes, ils en ont torturés et emprisonnés plus d'un demi-million, ils ont élu dans la junte du gouvernement, les quatre chefs suprêmes des différentes sections des FA, qui ont choisi Pinochet comme président; celui-ci nomma une commission de politiciens et de technocrates ultra-réactionnaires, dans lesquels il a personnellement confiance, pour qu'ils proposent un projet de constitution. Ce projet sera discuté et approuvé par les quatre généraux de la junte et quand tout sera complètement cuisiné, ils en appelleront au peuple par un plébiscite pour qu'il dise simplement oui ou non, ce qui sera une farce complète parce qu'il n'existe aucune liberté et qu'ils contrôlent tout, des moyens de diffusion jusqu'au dépouillement des votes.

C'est ainsi que les fascistes conçoivent la souveraineté: pompeusement, ils déclarent que c'est essentiellement et (non uniquement) entre les mains du peuple qu'elle réside, que le peuple la réalise directement, etc. mais ils en limitent l'exercice exclusivement à deux formes; 1. Les farces de plébiscites ou d'élection qui sont convoquées quand les autorités les considèrent appropriées et dans les conditions qu'elles imposent et; 2. A l'activité de ces autorités. Sans démagogie, cela signifie que la souveraineté réside uniquement dans ce que font "les autorités". Mais quelles autorités? Celles qui ont établi la constitution, qu'elles ont elles-mêmes qualifiée d'autoritaire, une constitution imposée par le feu et le sang à un peuple qui n'a jamais cessé d'exprimer son rejet des représentants des monopoles et des latifundistes qui ont grimpé au pouvoir avec l'aide des impérialistes américains.

De plus, on doit dire que jamais les grands exploiters n'ont été démocratiques et il ne peut en être autrement, car ils ne peuvent laisser leurs intérêts à la merci de la souveraineté populaire. Ils conçoivent la démocratie comme l'imposition de leurs intérêts qu'ils tâchent d'identifier aux objectifs de toute la nation et de réaliser par la "raison" (lire par la démagogie) ou la force. Ceci on peut le voir dans les objectifs de l'Etat qui inspirent toute la constitution. Selon la commission qui prépare le projet, "la norme suprême qui doit inspirer et guider les activités du gouvernement doit être le bien commun". Les expressions ou éléments intégrants du bien commun que nous détachons explicitement pour leur transcendance dans la nouvelle institutionnalité sont la sécurité nationale et l'unité et l'intégration nationales. C'est-à-dire sans euphémisme, que l'aspect le plus important du bien commun pour la caste gouvernante, c'est en premier lieu, la "sécurité" de ses intérêts en maintenant les forces armées bourgeoises et pro-impérialistes, comme les chiens de garde de l'ordre, ouvertement comme aujourd'hui ou de façon plus camouflée comme ce fut le cas dans le passé; et en plus la cessation de la lutte de classes ou plus exactement, comme les grands exploiters n'étanchent jamais leur soif de profits et qu'ils ne cesseront jamais d'exploiter et d'op-

primer les travailleurs, que le peuple abandonne toute activité pour améliorer ses conditions de vie et de travail.

Le rapport de la commission dit exactement (nous le citons textuellement): "La doctrine qui considère la société comme la scène d'un affrontement entre deux classes irréductiblement antagonistes, dont on doit promouvoir la lutte pour passer d'une présumée 'exploitation à une supposée 'libération par l'annihilation de la "bourgeoisie" ', lance de façon évidente une sentence de mort contre la société comme telle et annule ou subvertit le concept du bien commun". Il est évident que la sentence de mort est pour la bourgeoisie et non pour la société comme telle et que les serviteurs, des sangsues des plus sanguinaires, confondent leurs intérêts avec ceux de toute la société. Le prétexte que la loi maudite a utilisé pour accentuer la répression contre le peuple a été "la défense permanente de la démocratie", un terme avec lequel ils veulent camoufler la dictature des latifundistes et des monopolistes associés aux impérialistes américains, le paradis pour une infime minorité de riches et la misère et la répression pour la majorité. Cette même idée, assez peu originale, inspire la constitution. La différence c'est qu'une simple loi peut être modifiée par une autre loi, mais une constitution a un caractère permanent et sa modification a un caractère solennel et se fait avec des majorités spéciales, ce qui la rend beaucoup plus difficile.

Dans l'article 8 exactement, qui se prétend une remontrance doctrinaire pour en définitive légitimer la répression contre tous ceux qui veulent changer le régime capitaliste, qui, à mesure qu'il se décompose, que se concentre le pouvoir économique, concentre toujours davantage le pouvoir politique, qui se fascise. Pour faire passer leurs persécutions contre toutes les sections démocratiques et progressistes, ils les mélangent avec d'hypothétiques supporteurs de doctrines contraires avec la famille (dont nous ignorons totalement l'existence au Chili), avec le totalitarisme et le terrorisme. Ainsi on remarque comment la classe au pouvoir impose ses règles, par la force des armes: qui qualifient-ils de totalitaire, de terroriste? Evidemment ce sont les révolutionnaires, les marxistes-léninistes. Mais n'est-il pas clair que ceux qui font le plus preuve de totalitarisme sont ceux qui continuent à se servir de la terreur, de la torture et de l'assassinat pour garder le pouvoir qu'ils ont usurpé?

Comme consolation à ceux qui sont condamnés par la constitution fasciste, on dit: "il ne s'agit pas de sanctionner la pensée, mais une action". Quelle action? Celle de diffuser ses idéaux, c'est-à-dire qu'on peut penser ce qu'on veut, mais dès qu'on les rend publics, de quelque façon que ce soit (il est superflu de dire qu'on ne pourra pas le faire de quelque façon légale que ce soit) on encourt des sanctions; et quelles sont-elles? Pour cinq ans et sans possibilité de réhabilitation, on ne peut occuper de charges publiques, même si elles sont d'élection populaire, on ne pourra être dirigeants d'organisation reliée à l'éducation, au quartier, à une corporation, on ne pourra travailler dans des fonctions reliées à l'éducation, l'émission et à la diffusion d'opinions ou d'informations. Ils pourront aussi être privés de la nationalité chilienne si on considère que leurs actes attentent aux intérêts essentiels et permanents de l'Etat. Ce qui sera déterminé plus tard par une loi.

Selon les fascistes, le vice le plus atroce qui affecte

l'humanité, ce n'est pas la misère, la malnutrition infantile, l'analphabétisme, le manque de liberté, l'exploitation de l'homme par l'homme, le pillage des pays pauvres, la guerre mondiale que préparent les impérialistes, mais ce qu'ils appellent le terrorisme. C'est pour cette raison que la constitution est particulièrement dure pour ceux, qu'une loi, qu'ils vont aussi dicter plus tard, qualifie de terroriste. Il suffira qu'on affuble une personne de l'épithète "terroriste" pour qu'on puisse la laisser pourrir en prison, puisque la constitution dit expressément qu'on ne leur donnera pas la liberté provisoire. On prétend aussi enlever au peuple la liberté de lutter pour arracher des prisons ses meilleurs fils, parce qu'on ne pourra pas non plus demander l'amnistie ou le pardon. On nie même dans ces cas le droit de demander l'asile politique, ce qui est une violation flagrante des accords internationaux en la matière.

Aucun démocrate, personne progressiste ou patriote authentique ne pourra accepter cette constitution maudite, ni la farce de référendum qu'ils préparent pour la faire approuver. Le plan des fascistes est de mettre en vigueur cette constitution pour continuer à négocier la permanence ou le retrait de Pinochet, car avec celle-ci sa tâche sera

accomplie. En particulier, Jimmy Carter et d'influentes sections monopolistes chiliennes désirent un gouvernement qui soit moins discrédité, avec une façade plus "démocratique", qui respecte cette constitution, le rôle qu'elle assigne aux forces armées de contribuer et de garantir les survivances de l'Etat (c'est-à-dire des grands exploiters), les bases de l'institutionnalité (lire ordre politique et économique fasciste) et les grands objectifs permanents de la nation (le capitalisme).

L'attitude que chacun prendra face à la légalité fasciste en général et en particulier face à l'essence de cette constitution, face au rôle des forces armées dans le régime qui succédera à celui de Pinochet et l'attitude face au jugement des fascistes; soit de les juger tout comme ils ont jugé le peuple ou y aller avec le dos de la cuillère en limitant les responsabilités à un petit nombre de généraux qui feront, naturellement, bien attention de s'échapper ou de faire comme a fait Leight, abandonner le bateau comme les rats quand le bateau coule.

Dans le prochain numéro d'ANCHA nous poursuivrons l'analyse des autres aspects de la constitution.

LES NAZIS AU CHILI

ENTREVUE AVEC MARIE-JOSÉE CHOMBART DE LAUWE

Marie-Josée Chombart de Lauwe, maître d'enquête au Centre national de recherche scientifique (CNRS) de France, vice-présidente de "L'Amicale de Ravensbrück" et membre du Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) a publié un article dans le journal "Le Monde", le 10 novembre, dans lequel elle dénonce le neo-nazisme d'aujourd'hui, remarquant de même qu'il s'étend à des Etats entiers comme au Chili et à l'Argentine qui ont réinstauré les arrestations arbitraires, la torture et les camps de concentration sur une grande envergure.

Dans son article, elle dénonce aussi la participation directe à la répression au Chili, de criminels hitlériens, donnant l'exemple de Walter Rauff qui aurait été à la direction de la DINA (l'attaché "culturel" de l'ambassade chilienne en France). Il a envoyé une violente lettre au "Monde" où il insulte tant Mme Marie-Josée Chombart de Lauwe que le CNRS en disant qu'il enquête sur le socialisme ou d'autres idioties et en ajoutant qu'il n'y a aucune preuve que Walter Rauff ait participé à la direction de la DINA.

ANCHA a visité Marie-Josée Chombart de Lauwe à son bureau du CNRS à Paris et a eu l'entrevue suivante avec elle:

ANCHA: Vous êtes une personnalité française antifasciste et anti-raciste bien connue. A quoi devez-vous cette pensée, ces activités en ce sens?

M.J.CH.deL.: J'enquête depuis plus de 15 ans sur les activités des nazis et des fascistes dans le monde. Sous l'occupation nazie en France, j'ai participé à la Résistance, je fus détenue, incarcérée dans une prison secrète et déportée par la suite. Je connais bien la prison, les tortures, les travaux forcés, les camps de concentration et l'humiliation humaine qu'il y a là-bas. Des camps nazis, seulement 10% de ceux qui y passèrent en revinrent.

Après la guerre, nous espérons que tout cela se terminerai, mais les régimes fascistes n'ont pas pris fin: l'Espagne, le Portugal, la Grèce des colonels...etc. Chaque fois, ce sont des circonstances historiques différentes, mais le régime fondamental a été le même, l'idéologie est la même et les procédures contre l'opposition aussi. Ce qui est arrivé sous le nazisme ne doit jamais se répéter et les tentatives de ces forces pour renaître, doivent être écrasées



dès le début.

ANCHA: Que pouvons-nous dire de la situation au Chili et concrètement de la dénonciation des activités du criminel nazi Walter Rauff?

M.J.CH.deL.: Des informations provenant de plusieurs sources, comme par exemple d'Amnistie internationale, qu'on ne peut accuser d'être de gauche, ou de la Ligue internationale des Droits de l'Homme, ainsi que des collègues universitaires qui se sont réfugiés à l'étranger, montrent plusieurs similitudes entre le régime existant au Chili et ses prisons, avec ce que fut la répression sous le nazisme avec ses camps de concentration. La prison secrète de "Colonia Dignidad" au sud du Chili a été dénoncée internationalement, ainsi que plusieurs autres atrocités du fascisme au Chili qui sont largement connues.

Entrée de "Colonia Dignidad"

Sur les activités de Walter Rauff, on peut dire qu'il fut officier de la marine allemande et qu'il entra dans les SS en 1938, sous les ordres de Heydrich qui le plaça dans les services d'enquêtes. Walter Rauff fut un des organisateurs des chambres à gaz ambulantes et en 1943 il était le chef du

service d'information nazi pour l'Italie du nord. Par la suite, il s'installa à Punta Arenas, au Chili, où il a résidé jusqu'à maintenant; là-bas il a formé une milice qui le protège et qui a aussi joué un rôle dans le coup d'Etat. Sous la dictature de Pinochet, Walter Rauff a collaboré avec la DINA, si ce n'est pas comme directeur, il l'a fait comme conseiller technique. Interviewé par l'hebdomadaire argentin "La Semana", Walter Rauff a déclaré il y a justement un an: "Il faut connaître la guerre pour connaître la véritable signification des verbes assassiner, massacrer, tuer. Ils ne reflètent qu'une seule chose, une seule action. Il ne reste pas de temps pour les émotions, seulement pour les urgences".

C'est une chose claire que tout le monde sait, que Walter Rauff s'accorde avec le régime de Pinochet et l'appuie. Finalement je dirai que le 18 septembre dernier Monsieur Simon Wiesenthal, responsable du Centre de documentation juif à Vienne, a déclaré que les efforts pour que Walter Rauff soit jugé se poursuivent, et que selon lui il est responsable de l'assassinat de deux cent cinquante mille Juifs.

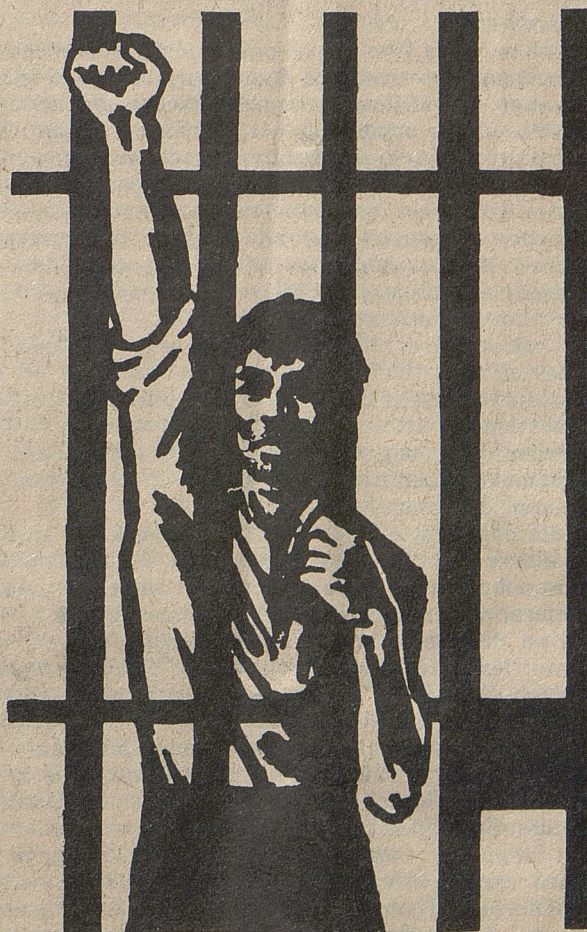
DÉNONCER LE FASCISME CHILIEN

ANCHA a dénoncé de façon permanente le fascisme du régime de Pinochet, tant du point de vue théorique (voir ANCHA no 12) que face aux faits concrets de répression, aux tentatives de former des associations fascistes parmi les jeunes et au niveau national, le régime implanté dans l'éducation, etc. On se souvient de la dénonciation apparue dans les numéros 9 et 10 d'ANCHA quand le secrétaire technique de la Surintendance de l'Education a fait connaître la réadaptation des plans d'études, qui supprimait plusieurs livres d'histoire et incorporait aux nouveaux plans, l'étude d'Hitler et de Mussolini, des livres qui furent imprimés en éditions spéciales pour les étudiants.

ANCHA a aussi publié un numéro spécial, en février 1977, sur les prisonniers politiques, les disparus et les prisons secrètes; et dans son numéro 20 ANCHA a donné plusieurs informations sur le nazi Paul Schafer et sa sinistre "Colonia Dignidad", prison secrète de la dictature, où ont été faites des tortures atroces scientifiquement étudiées.

Pinochet, lui-même, dans son livre "Géopolitique" édité en 1968 et réédité depuis le coup d'Etat, a loué des nazis connus comme Naushafer, et il a émis des concepts racistes comme le suivant, publié à la page 144: "Les zones géographiques occupées par un groupe racial déterminé donnent des produits différents: ainsi la région de la Grèce a eu des résultats différents avec le groupe racial dolichocéphale blond de ceux obtenus lorsqu'elle fut occupée par les braquicéphales celto-slaves. Alors que les dolichocéphales blonds produisaient des philosophes, des penseurs, des artistes, etc., quand la même zone fut occupée par les braquicéphales celto-slaves, il n'y eut pas une telle apogée intellectuelle."

Le Front du Peuple soutient qu'il est nécessaire de démasquer le caractère fasciste du régime implanté par Pinochet. Nous croyons que, quoique logiquement il y a des différences avec le modèle nazi ou fasciste classique, la violente répression exercée contre le prolétariat et le peuple, ainsi que d'autres caractéristiques fondamentales, rendent non seulement possible mais complètement juste son assimilation au nazisme et au fascisme; par conséquent il est nécessaire de le combattre avec les larges masses



populaires jusqu'à l'isoler et le renverser complètement. Il ne s'agit pas seulement de changer la dictature actuelle, mais d'écraser totalement le régime fasciste qu'ils ont imposé et qu'ils prétendent perpétuer.

Solidarité internationale

ALBANIE

Le 28 et 29 novembre dernier, l'Albanie a commémoré le 66e anniversaire de la proclamation de l'indépendance et le 34e anniversaire de sa libération. A cette occasion, le PCR du Chili a envoyé au Parti du Travail d'Albanie un message de salutations très chaleureux. D'autre part, le camarade Enver Hoxha, premier secrétaire du Comité central du PTA a envoyé au PCR du Chili une lettre chaleureuse dans laquelle il exprime sa gratitude pour les salutations envoyées à l'occasion de son 70e anniversaire, de même qu'il souhaite au Comité central du PCR et par son intermédiaire à tous les militants marxistes-léninistes et au prolétariat chiliens de francs succès dans leur lutte.



ITALIE

Le Front du Peuple du Chili (comités d'Italie) a publié une déclaration de presse sur le conflit existant entre le Chili et l'Argentine. A la fin, le communiqué indique: "Le Front du Peuple du Chili lance l'appel à toutes les forces démocratiques italiennes d'intensifier l'appui à la Résistance antifasciste en Argentine et au Chili, à dénoncer la nouvelle manoeuvre criminelle des deux dictatures et à soutenir les efforts réalisés par les deux peuples contre les tentatives de guerre des deux gouvernements réactionnaires. Nous lançons l'appel à tous les démocrates italiens et latino-américains, en particulier aux Chiliens et aux Argentins de manifester unis leur plus ferme condamnation des dictatures de Pinochet et Videla".

D'autre part, le Front du Peuple en Italie a participé activement à deux manifestations d'appui au peuple iranien, exprimant de cette façon son internationalisme et la nécessité d'unir divers peuples en lutte contre leurs ennemis communs.

La tension entre le Chili et l'Argentine

Il existe un vieux truc auquel ont toujours eu recours les gouvernements autocratiques et dictatoriaux quand ils ont dû affronter des difficultés internes face à des sections importantes de la population qui s'opposent à eux. Ceci consiste à provoquer des difficultés à l'extérieur, à raviver de vieilles plaies nationales ou de ramener de vieux problèmes frontaliers, pour lancer un appel aux citoyens à l'"unité de la nation face au danger de l'agression étrangère". Les sanguinaires dictatures de Videla et Pinochet, en Argentine et au Chili respectivement, n'ont pas manqué à cette tradition des dictatures.

Sans méconnaître l'importance que peuvent avoir les correctes délimitations des frontières ou, dans le cas spécifique de l'actuelle dispute entre le Chili et l'Argentine, la possession de trois petites îles à l'extrême sud, le déploiement de propagande belliciste dont font étalage les gouvernements dictatoriaux nous semble en toute franchise énormément démesuré.

Du côté argentin, chaque "gorille", général ou amiral, désire élever son "prestige" personnel devant l'opinion publique pour disputer la primauté aux autres en faisant des déclarations provocatrices et furibondes. Un jour, c'est la marine de guerre avec l'amiral-gorille Massera qui proclame "les unités de combat naval sont prêtes à assurer la défense des nôtres"; un autre jour, c'est le gorille-général Osiris Villegas qui accuse le Chili d'être "un pays expansionniste qui manque de bonne foi dans les négociations, ce qui laisse la guerre comme seule alternative à l'Argentine"; un autre jour, c'est le dictateur Videla lui-même qui se lance dans une sortie anti-chilienne, lançant l'appel à l'armée de "préserver l'intégrité du territoire, car il y a des intéressés à l'extérieur qui veulent le démembrer". Toutes ces déclarations très largement publicisées, auxquelles on doit ajouter les exercices d'obscurcissement de la ville de Buenos Aires "pour préparer la population civile à une éventuelle attaque aérienne chilienne", les articles d'une presse complètement soumise à la dictature, d'un nationalisme exacerbé, ont créé un climat chauvin qui domine presque toute l'activité de la nation argentine. Nous avons aussi vu apparaître des déclarations d'organisations politiques argentines qui se

situent à l'extrême-gauche et qui ont souffert de leur chair toute la brutalité de la répression fasciste qui, tombant au plus bas chauvinisme bourgeois, proclament la nécessité de serrer les rangs avec les "gorilles", de cesser de les combattre parce que, selon eux, "à l'heure actuelle, la patrie est en danger".

Nous voyons avec le cas de l'Argentine comment le "truc" de trouver un ennemi extérieur a donné des fruits à la dictature de Videla. L'attention n'est pas portée maintenant sur la brutalité de la répression, sur la disparition des dirigeants politiques ou syndicaux, sur la lutte pour l'établissement de la liberté et la démocratie. Aujourd'hui, le gros de l'opinion publique argentin est préoccupé par l'éventuelle "guerre" avec le Chili et la "défense du sol de la patrie".

La situation dans le cas du Chili est différente. Les militaires fascistes ont également tenté au début de dévier l'attention de l'opinion publique et de resserrer les rangs du peuple derrière la junte fasciste, en agitant le fantôme des "revendications territoriales de la Bolivie et du Pérou". Durant les années 1975 et 1976, le peuple fut constamment secoué par des déclarations belligérantes, par la concentration des troupes au nord, par des situations diplomatiques confuses, etc. toute une gamme d'"effets" nécessaires pour créer une situation de tension artificielle, avec comme objectif de dévier l'attention de l'opinion publique des crimes qu'a commis la junte fasciste.

Il est paradoxal que le dictateur Augusto Pinochet lui-même ait écrit dans son texte de Géopolitique: "C'est vers ces points de la frontière que sont dirigés les regards du peuple par les démagogues pour dévier l'opinion nationale dans le cas de crise politique interne. Ces faits de sécurité collective attirent l'attention publique, créant un rideau de fumée sur le véritable problème interne". Pinochet, quand il a écrit ces lignes, ne pensait certes pas qu'il se verrait obligé de recourir au procédé que lui-même dénonçait dans son livre, pour tenter de faire dévier l'attention du peuple des crimes, de la misère et de l'anxiété quotidienne créée par le régime fasciste.

Face au problème qui a été créé par la tentative des militaires argentins d'utiliser le même type d'astuce (que

Pinochet a utilisé aux frontières du nord) de créer une situation de tension, avec la dispute de trois îlots de l'extrême sud, les militaires chiliens ont été plus prudents. La situation critique que connaît le peuple chilien, la très mauvaise situation économique qui secoue les couches moyennes et même des sections de la bourgeoisie, sont telles que ni même l'existence d'un éventuel conflit dans la zone sud du pays ne fera changer ou même modérer l'attitude de rejet entêté de la junte militaire. Au Chili, les gens disent: "ces militaires fascistes ne se sont pas contentés d'avoir assassiné des milliers de Chiliens, d'en avoir obligé des centaines de milliers à s'exiler, d'avoir plongé le peuple dans la misère la plus épouvantable... aujourd'hui pour finir, ils veulent faire une guerre! ...C'est bon; qu'ils y aillent!!!"

Nous savons bien que le problème central des peuples d'Argentine et du Chili ne réside pas dans la souveraineté sur telles ou telles îles de la mer australe, mais dans le combat contre la misère, le retard et la dépendance qui sont le produit de l'action de l'impérialisme américain, qui impose



à nos peuples les dictatures fascistes de Videla et Pinochet. Le réel intérêt des Argentins et des Chiliens est de combattre côte à côte dans la même tranchée l'impérialisme américain et ses pantins fascistes, Videla et Pinochet.

Assaut fasciste contre le mouvement syndicale

Poursuivant son escalade répressive contre le mouvement syndical, la junte militaire a, au mois d'octobre dernier, déclaré illégales sept organisations syndicales et a mis fin aux charges des dirigeants et de toute personne qui occupaient des postes dans tous les syndicats du pays. Peu après le 28 octobre, la junte a fait un "nouveau décret-loi sur le syndicalisme" et a annoncé des "élections syndicales" pour le 31 du même mois.

Les entités dissoutes accusées de "marxistes" et "d'agir sous des influences étrangères en dénaturant leurs fonctions de façon réitérée et grave, au point où leur existence et fonctionnement sont inconciliables avec la nécessité de préserver l'unité de la nation", selon le décret du Ministère de l'Intérieur qui les déclare illicites, sont: la Confédération nationale paysanne et indigène, RANQUIL; la Confédération nationale des Syndicats de la Métallurgie, FENSIMET; le Syndicat professionnel des Ouvriers de la Construction de Santiago; la Fédération nationale des Textiles et du Vêtement, FENATEX; la Fédération industrielle du Bois et de la Construction, FIEMIC et la Fédération industrielle nationale minière, FINM.

Tous les sièges de ces fédérations ont été vidés par la police et tous biens, documents, meubles et autres effets furent saisis par le gouvernement.

De cette manière, le régime militaire a de nouveau tenté de freiner l'élan soutenu des luttes des travailleurs chiliens et a tenté de créer un mouvement syndical soumis aux entreprises et au fascisme, comme il se dégage des articles du décret-loi sur le syndicalisme no 2376.

Les "syndicats des travailleurs", selon leur nouvelle dénomination, seront composés de trois personnes lesquelles, en accord avec l'article 376 (réformé), pourront être élues si elles remplissent les conditions suivantes: "avoir 21 ans, être chilien, ne pas avoir été condamné ni être en cour pour un crime ou un simple délit, savoir lire et écrire, avoir une ancienneté de cinq années consécutives dans l'entreprise, ne pas avoir mené d'activité politique partisane ni avoir été militant dans un parti politique ou avoir postulé une charge de représentation populaire ou d'autre nature comme représentant d'un parti politique dans les dix dernières années comptées à partir du moment où il acquiert la qualité de dirigeant syndical, ni de s'impliquer dans aucune de ces activités pendant l'ac-

complissement de la charge. Le non-respect de l'une ou l'autre de ces conditions durant la charge constituera une cause d'incapacité."

De plus, aucune personne qui a occupé un poste de direction dans les organisations ou syndicats dissous ne pourra être réélu. Et comme si ce n'était pas assez dans le même décret, on fixe un serment qui devra être fait, comme condition pour obtenir la qualité de dirigeant syndical, devant l'Inspecteur du Travail qui se lit comme suit: "Je jure que je réunis les conditions fixées par la loi pour accomplir la charge de directeur d'organisation syndicale, que je ne participe ni ne participerai à une activité ou mouvement politique quelconque alors que j'accomplirai ma charge, que je ne tenterai pas de politiser les organisations syndicales en dénaturant leurs objectifs, ni ne servirai d'instrument d'un tel effet et que j'aurai comme unique fin la fidèle représentation des travailleurs affiliés."

C'est dans ce nouveau cadre que se sont tenues les "élections générales" le 31 octobre dernier. Cette nouvelle fraude, dont les fascistes et les patrons se félicitent, ne représente pas les réels intérêts des travailleurs chiliens qui ont démontré qu'ils rejettent cette nouvelle manoeuvre fasciste en s'abstenant de participer aux élections. Les "nouveaux dirigeants" qui sont sortis de cette fraude ne sont pas représentatifs; il n'y a pas eu de liste et les pourcentages de "élus" furent très bas. Chaque travailleur pouvait voter pour qui il voulait car, de l'avis du Ministère du Travail, "en favorisant les listes de candidats, on favorise les groupes partisans."

Avec cette nouvelle farce destinée à prendre contrôle du mouvement ouvrier en réprimant les sections les plus conséquentes, le fascisme tente en vain de freiner les luttes ascendantes des travailleurs, tentant du même coup d'empêcher qu'ils passent à un niveau plus élevé de conscience, d'organisation, de combativité et de solidarité. Mais c'est aussi un "cadeau" aux entrepreneurs organisés en corporations qui affronteront des syndicats isolés car, à l'heure actuelle, il est défendu à tout syndicat de s'organiser en confédération ou fédération.

C'est avec des dirigeants syndicaux élus au goût des entreprises et du fascisme, avec des fonctions limitées, que les "négociations collectives" seront entamées prochainement avec des médiateurs désignés par le

Ministère du Travail et des représentants des patrons qui "solutionneront" les problèmes des revendications des travailleurs.

Face à cela, les manifestations de rejet et de dénonciation de cette nouvelle attaque fasciste se sont faites sentir dans tout le pays et dans divers cercles. Près d'une centaine de dirigeants se sont réunis à l'Eglise San Francisco à Santiago le jour avant les élections et ont jeuné durant vingt-quatre heures pour protester contre ce qu'ils considèrent "une nouvelle violation des droits des travailleurs". Aussi, le vieux combattant et fondateur de la Centrale unique des Travailleurs, Clotario Blest, a déclaré "qu'après soixante ans de lutte, c'est comme perdre la raison" et il a ajouté: "le mouvement syndical a été détruit". D'autres dirigeants syndicaux ont rajouté: "Selon les autorités, ont participé aux élections près de 500,000 travailleurs, ce qui signifie que moins d'un sixième des travailleurs ont voté". "Pour sa

part, le MURS (Mouvement unitaire de Réorganisation syndicale) a dénoncé énergiquement cette manoeuvre et a lancé l'appel de créer un mouvement syndical indépendant des gouvernements qui se succéderont, avec des élections libres et démocratiques.

Une vague de protestation et de rejet de ces mesures répressives de la junte militaire fasciste contre le mouvement syndical a déferlé à travers le pays à tous les niveaux: les sections démocratiques et antifascistes ont dénoncés et dénoncent toujours toutes les manoeuvres des fascistes pour tenter de miner leur unité et tenter de créer un mouvement syndical contrôlé par eux.

Ci-dessous, nous reproduisons un article paru dans le journal clandestin "La Voix de l'Acier" numéro 6, édité par des militants du Front du peuple de Huachipato, province de Concepción.

Opposons-nous à ce deuxième 4 janvier!

Afin de continuer à exercer l'oppression et l'exploitation brutale contre les travailleurs, les fascistes ont lancé, par surprise, leurs plans pour encadrer les organisations syndicales en fonction de leurs intérêts mesquins.

Entre autres choses, le ministre a affirmé ce qui suit: "Qu'il renouvellera les directions syndicales par des moyens authentiquement démocratiques", que "les élections seront secrètes sans candidat désigné préalablement". De plus, "l'élue jurera devant l'Inspecteur du Travail qu'il ne participera à aucune activité politique pendant qu'il accomplira sa charge".

Face à cela, nous demandons donc: qu'est-ce qui est libre là-dedans?, qui garantira que la personne élue sera celle pour qui nous aurons voté? Même si c'était le cas, la personne élue n'aura aucune possibilité de représenter authentiquement les travailleurs.

Etant donné que ceci n'est qu'une farce qui ne peut mener qu'à la soumission des organisations syndicales au fascisme, nous lançons l'appel à tous les camarades de ne pas se laisser tromper ni apeurer de nouveau par les mesures fascistes et de mettre en pratique ce qui suit:

1. Boycoter ces élections
2. Protester de façons les plus diverses en les dénonçant comme une farce et en s'abstenant de voter, en ralentissant ou en paralysant le travail si possible

Ne votons pas car ces élections étant secrètes et étant donné qu'on ne voit pas les résultats, nous ferions le jeu du fascisme. Tout comme le 4 janvier, il est certain que les

dirigeants qui sortiront de ces élections seront ceux qui intéresseront les patrons.

Cette tricherie électorale est seulement une partie d'un tout. Avec les expressions qui suivent ils montrent quelles sont leurs perspectives: "Cette mesure de signification profonde, dans le processus d'institutionnalisation du pays, permettra que les futures négociations collectives soient menées avec une représentativité plus solide de la part des travailleurs chiliens." Ceci signifie que quand se tiendront les négociations collectives, les entrepreneurs pourront imposer toutes les règles du jeu et, face à tout mécontentement des travailleurs, les fascistes se laveront les mains en disant qu'elles ont été menées avec les dirigeants que "nous avons élus". Nous lançons l'appel à tous les ouvriers de la zone de prendre conscience de ces mesures fascistes.

Nous pensons qu'il est nécessaire de réunifier le mouvement syndical autour d'une ligne indépendante des gouvernements qui se succéderont et ceci avec des dirigeants honnêtes, des combattants et d'authentiques représentants de nos rangs, que nous élirons librement et démocratiquement. Seule une organisation de ce type pourra garantir nos aspirations légitimes.

— Camarades, rejetons ces élections du fascisme!

— Pense que cette manoeuvre ne fait qu'anticiper le projet de négociation collective par lequel ils tenteront de supprimer le droit de grève.

Nouvelles . . . Nouvelles . . . Nouvelles . . . Nouvelles . . .

Hernan Cubillos, ministre des Affaires étrangères du Chili a été accusé par la presse américaine d'être un agent de la CIA. Les informations proviennent de renseignements fournis à un tribunal des E.U. par un haut représentant de la ITT.

BOYCOTTAGE

L'Organisation régionale inter-américaine des Travailleurs (ORIT) a organisé le 26 novembre à Lima, un boycottage des produits du Chili, lequel a affecté les échanges commerciaux du Chili avec le reste du continent. Ce moyen contribue à isoler la dictature qui l'a attaqué, le qualifiant comme toujours de "méfaits du marxisme international".

CONFERENCE DE PRESSE DE PINOCHET

A la mi-novembre, le dictateur Pinochet a donné une conférence de presse à 30 journalistes invités et

soigneusement choisis par la chancellerie chilienne. Malgré cela, quand le reporter anglais Norman Frank Kirham, du journal conservateur Sunday Telegraph l'a interrogé sur les disparitions, Pinochet est devenu furieux et au lieu de lui répondre, il lui a dit pourquoi n'explique-t-on pas plutôt ce qui se passe en Irlande du Nord avec leurs disparitions. Quand le journaliste lui répondit, Pinochet dit: "Vous voulez profiter de l'occasion pour faire de la propagande, vous êtes de tendance communiste." Après qu'on ait fait référence au chômage, le tyran a ajouté que cela était une autre attaque qu'on lui lançait, que le chômage avait toujours existé et que le problème, c'était l'incapacité des gens. En référence aux partis politiques, Pinochet a fait un grand apport idéologique en disant: "Avec les moyens de communication modernes, ceux-ci ne sont plus nécessaires". Sur l'assassinat de Letelier et les droits de l'homme, il a dit que "tous les pays du monde ont des

problèmes avec les droits de l'homme parce que quelques fois la police 'abuse'", et enfin, avec effronterie il a dit que : "nous n'avons pas de prisonniers politiques" ajoutant avec son humour si subtil que: "Je ne sais plus qui échanger pour un politicien étranger, je n'ai plus de marchandise d'échange".

PRISONNIERS POLITIQUES DISPARUS

La lutte pour obtenir la liberté des prisonniers et pour que réapparaissent les disparus a continué à se développer durant le mois de novembre; le 6 novembre, 15 femmes, épouses, mères et filles de détenus-disparus se sont réunies durant deux heures à la grille de l'accès à l'édifice de la CEPAL à Santiago. Le 9 novembre, le Comité permanent de l'Episcopat a émis une déclaration sur le sujet disant que jusqu'à maintenant les réponses du gouvernement ne sont pas satisfaisantes, que selon les renseignements fournis, les disparus doivent être considérés comme détenus par les services de sécurité du gouvernement et qu'ils sont arrivés à la conclusion que plusieurs, sinon tous les détenus sont morts en marge de toute loi".

Le 10 novembre le Groupement des Familles des Détenus-disparus a dénoncé la nouvelle tromperie du gouvernement qui promettait une enquête qu'il ne fit pas et a réaffirmé qu'il va continuer la recherche "en utilisant tous les moyens à notre portée qui nous permettront d'obtenir une réponse".

LES MOBILISATIONS ETUDIANTES CONTINUENT

Les étudiants ont continué à faire des manifestations-éclairés contre les nouvelles désignations de dirigeants par les fascistes en exigeant la liberté pour les étudiants d'élire eux-mêmes leurs dirigeants. Par exemple à l'Université Catholique, les étudiants ont manifesté le 7 novembre au parc central du Campus Oriente.

A cette manifestation, un étudiant en éducation a pris la parole et a affirmé qu'il rejetait la Fédération des Etudiants de l'Université Catholique (FEUC) qui dans le dos des étudiants a élu un nouveau président; de même il a soutenu la nécessité pour les étudiants d'élire démocratiquement leurs représentants. La manifestation s'est dissoute aux cris de LIBERTE...LIBERTE.

Le recteur de l'Université Catholique a expulsé deux étudiants qui avaient participé à cette manifestation; il s'agit de Juan Claudio Godoy Saez, étudiant en éducation et orateur à la manifestation éclair du 7 novembre; et de Jorge Carraso Espinoza, président du Centre des Elèves de Théologie. Cette mesure des fascistes a provoqué la plus grande indignation parmi le mouvement étudiant qui s'est amplement solidarisé avec les deux étudiants expulsés, en manifestant de nouveau, comme le 21 novembre au déjeuner au Campus San Joaquín de l'Université Catholique, dans le secteur de l'Ecole de Psychologie. Il fut alors mis de l'avant le total appui aux deux camarades expulsés et d'exiger leur réadmission inconditionnelle.

Le 21 novembre même également au déjeuner s'est tenue une assemblée des étudiants de théologie, où l'on a décidé de poursuivre les actions en faveur du retour des expulsés. Ce soir là, à la pastorale universitaire s'est tenue une journée de réflexion et de jeûne pour analyser la situation dans les universités chiliennes. La journée se prolongea de 18h00 mardi jusqu'au lendemain mercredi à 8h00 du matin. De plus, les étudiants de l'Université Catholique ont commencé à tenir des élections démocratiques, et même sans l'autorisation des autorités.

Les élections se sont tenues à la Faculté de théologie et y ont participé plus de 95% des élèves et il a aussi été décidé d'en tenir à l'Ecole de Psychologie.

SYMPOSIUM SUR LES DROITS DE L'HOMME

Du 22 au 25 novembre s'est tenu à la Cathédrale de San-



tiago un symposium international avec la participation de 2,000 personnes, y compris des invités nationaux et personnalités internationales, qui se penchèrent sur l'étude des droits de l'Homme. D'un autre côté, du 15 au 17 novembre l'Institut des Etudes internationales de l'Université du Chili a organisé un séminaire sur les droits de l'Homme, auquel a participé une assistance d'une centaine de personnes démocratiques.

Des centaines de personnes ont manifesté dans la rue devant la cathédrale en même temps que se tenait le symposium international sur les droits de l'homme. Les manifestants exigeaient la liberté et la démocratie.

En même temps, a été rendu public le rapport présenté récemment à l'Assemblée des Nations unies par le groupe de travail en charge d'enquêter sur les droits de l'homme au Chili, où il est indiqué que les droits de l'homme continuent d'être gravement violés au Chili. Il affirme que la liberté d'association est fortement restreinte et qu'il n'y a pas de liberté syndicale. Le rapport dit aussi que la torture et le mauvais traitement des détenus persistent.

DANGER DE CHOMAGE POUR LES MINEURS DE CHARBON

S'appuyant sur des chiffres et se basant sur les coûts croissants de l'extraction du charbon, le gérant de la production de l'entreprise nationale de charbon a affirmé qu'il était "nécessaire" de diminuer le personnel. Il a remis les renseignements à cet effet aux autorités du gouvernement qui devront se prononcer sur sa demande.

A l'heure actuelle, 13,140 personnes travaillent pour cette entreprise et selon les estimations de son gérant, "il y a un excédent de 20% sur ce nombre". Cela veut dire que plus de 2,600 travailleurs sont sous la menace d'être mis à pied pour aller grossir les rangs des chômeurs.

LES COMMERCANTS DE PROVIDENCIA, LA CONSTRUCTION DU METRO ET LE CHOMAGE

La construction et le chantier du métro de Santiago au niveau de l'avenue Providencia causent de graves problèmes aux commerçants de ce secteur. Il n'y a pratiquement plus de circulation sur cette artère et les ventes baissent chaque jour. Mais, malgré les protestations indignées des boutiquiers et propriétaires de maisons d'affaires, à l'effet que la continuation des travaux les empêche d'empocher une somme importante d'argent, les travaux ont continué.

Prenant cela comme prétexte et pour pallier à la baisse des ventes, les propriétaires d'établissements ont élaboré une "liste noire" de leurs employés qui seront mis à pied. Ces mesures affecteront 2,000 employés.

LA AFL-CIO AVERTIT PINOCHET

Les syndiqués affiliés à l'AFL-CIO ont communiqué à la

junte militaire fasciste qu'ils procèderont au boycottage, en particulier dans les ports, en refusant de charger ou de décharger les bateaux qui transportent des articles chiliens si les mesures répressives prises contre les confédérations syndicales chiliennes sont maintenues. A la mi-novembre, plusieurs syndicats des ports américains avaient décidé d'appliquer ce boycottage.

NOUVELLE MANIFESTATION DES EPOUSES DES DISPARUS

Le 6 novembre, un groupe de quinze femmes s'est enchaîné aux grilles de l'édifice des Nations unies. Elles sont restées là pendant deux heures, sous le soleil torride du midi. En plus de faire une déclaration de presse, elles ont remis une lettre au secrétaire exécutif-adjoint des Nations unies, Manuel Balboa, destinée à Kurt Waldheim. Dans cette lettre, les familles demandent que le groupe ad hoc qui enquête sur le cas du Chili continue de fonctionner, affirmant qu'elles s'opposent à la signature d'un décret-loi sur la mort présumée que prépare la dictature.

LE CANADA INTENSIFIE SES ACCORDS DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT AVEC LE CHILI

[Tiré du journal "Le Quotidien du Canada populaire"]

La section de la bourgeoisie impérialiste internationale qui se sert du Canada comme base pour se livrer à l'exploitation et l'oppression effrénées des peuples du monde, participe activement au pillage du Chili et à l'oppression sauvage du peuple chilien. Les grands monopoles et les puissantes multinationales comme la Noranda Mines et la Falconbridge Nickel Mines ont des intérêts considérables dans le pillage des ressources chiliennes et dans l'exploitation de la classe ouvrière et du peuple travailleur du Chili. Selon les informations rendues publiques sur la visite qu'effectue actuellement au Chili un groupe d'industriels canadiens, d'autres monopoles miniers installés au Canada vont s'unir à la Noranda et à la Falconbridge dans l'exploitation et le pillage du sol et du travail du peuple chilien. D'autres monopoles projettent aussi d'effectuer des investissements dans l'industrie chilienne de la pêche.

Cette visite des capitalistes et financiers canadiens au Chili se produit justement quelques semaines après la visite à Toronto du ministre des Finances et du ministre de l'Agriculture du Chili qui ont stimulé l'escalade de la vente du sol et du travail du peuple chilien, qui se fait déjà à un rythme accéléré. Depuis que les impérialistes américains ont organisé le coup d'Etat fasciste qui a porté au pouvoir la junte militaire de Pinochet il y a cinq ans, les portes du Chili sont ouvertes à la pénétration et au pillage impérialistes qui tirent d'immenses bénéfices de l'exploitation effrénée du peuple travailleur chilien.

L'Etat canadien réactionnaire participe activement à l'exploitation et au pillage du peuple chilien et fournit toutes sortes d'"aide" pour soutenir la junte fasciste. Des compagnies comme la Pratt & Whitney du Canada, une filiale du gigantesque monopole américain d'armements, United Technology, soutient le régime de Pinochet en lui vendant des armes et des équipements militaires. En août passé, par exemple, Pratt & Whitney a annoncé la vente de nouveaux avions à décollage et atterrissage courts pour la marine dans le but de renforcer l'appareil de répression, qui est déjà énorme, du régime fasciste pour écraser la résistance du peuple chilien. L'Etat canadien réactionnaire a accordé d'abondantes subventions aux compagnies aéronautiques qui opèrent au Canada pour qu'elles se spécialisent dans la production de ce type d'armement et autorise et stimule la vente de ces armes à des régimes fascistes à travers le monde entier.

Alors que la bourgeoisie réactionnaire du Canada et son

Etat ont pris une position de farouche sympathie envers le régime sanguinaire chilien et qu'ils font le maximum d'efforts pour exploiter et opprimer le peuple chilien, l'attitude du prolétariat et du peuple du Canada manifestent la haine la plus grande pour le régime fasciste de Pinochet, envers ses maîtres impérialistes américains et envers la bourgeoisie réactionnaire du Canada, laquelle s'est rangée du côté des assassins du peuple chilien. Le prolétariat et le peuple du Canada appuient totalement et sont solidaires avec le prolétariat et le peuple du Chili qui mènent une résistance vaillante et décidée contre le fascisme au pouvoir et dont les luttes de résistance font trembler le régime fasciste jusque dans ses fondements.

JOURNALISTE CHILIENNE DETENUE A L'AEROPORT DE PDAHUEL

La journaliste chilienne, Marcela Otero, a été détenue à l'aéroport de Padahuel quand elle s'apprêtait à rentrer au pays après de longues années d'exil. Marcela Otero avait décidé de rentrer au pays pour visiter sa mère dont l'état de santé est grave. A l'ambassade du Chili à Lima, au Pérou, elle avait rempli toutes les conditions abérantes et les formalités imposées par les fascistes pour le retour des exilés. Cependant, pour les sbires de Pinochet, ça ne suffit pas. Ils procédèrent donc à son arrestation et la détinrent quelques heures dans l'enceinte de l'aéroport pour ensuite l'expulser du pays en la plaçant à bord d'un avion en destination de Buenos Aires. Ce fait démontre une fois de plus la fraude de la supposée "amnistie" accordée par le régime et montre comment les droits de l'homme les plus élémentaires continuent d'être piétinés dans notre pays.

ATTENTAT CONTRE DES TOURS DE HAUTE TENSION A VALPARAISO

"La panne d'électricité la plus longue dont a souffert la ville". C'est ainsi que la presse a qualifié les conséquences de l'attentat contre des tours de haute tension qui alimentent les plans qui fournissent l'énergie électrique à Valparaiso et aux localités voisines. La panne d'énergie s'est prolongée pendant plus de 6 heures, causant des problèmes aux centres industriels de la zone. Des personnalités de la compagnie d'électricité ont indiqué que ces actes de vandalisme de tiers ont provoqué de sérieux dommages aux lignes de transmission, mardi le 14 novembre.

LES CHEMINS DE FER D'ETAT SUPPRIMENT DES STATIONS DU RESEAU

L'entreprise ferroviaire de l'Etat a donné cours aux résolutions du ministère des Transports et Télécommunications qui autorise l'élimination de vingt stations de la ligne centrale du réseau nord et de trois autres embranchements de cette ligne. Les stations supprimées sont Catapilco, Longotoma, Los Vilos las Vacas, Cavilolen, Matancilla, Combarbala, San Lorenzo, Nueva de Palqui, Las Perdices, Andacollo, Lambert, Lactorre, Incahuasi, Domeyko, Algarrobal, Traversia, Carrera Pinto et Inca de Oro. Les embranchements qui cessent d'être utilisés sont: La Liqua, Salamanca et Rivadavia.

Cette mesure, en plus de laisser sans moyen de communication de grandes zones, aggravant ainsi les conditions de vie de ses habitants, envoie au chômage des centaines d'employés du chemin de fer.

LE COMMERCE DU JAPON AVEC LE CHILI

Selon les chiffres officiels du gouvernement japonais, le commerce avec le Chili a dépassé les 600 millions de dollars en 1977. Les principaux produits qu'achète le Japon sont: les minerais, les produits de la mer et les produits agro-

industriels.

L'ENTREPRISE MULTINATIONALE "AMAX" INTERESSER A L'EXPLOITATION DU CUIVRE

Des commissions d'experts et de géologues de l'entreprise "AMAX" ont effectué des travaux et des études dans notre pays sur divers gisements cuprifères avec l'objectif d'entreprendre de nouvelles exploitations.

L'"AMAX", un des consortiums les plus puissants dans le secteur des mines, a fait savoir que "pour l'exploitation du cuivre, le meilleur endroit à l'heure actuelle, c'est au Chili, de par la qualité de son métal rouge et de par la stabilité des règles du jeu en place". Les règles du jeu se traduisent par la remise totale du pays aux capitaux étrangers de la part du fascisme, ce qui ouvre l'appétit aux consortiums multinationaux.

Nouvelles latino-américaines

BRESIL

Tout comme au cours des récentes élections présidentielles du 15 octobre dernier (voir ANCHA no 38), la dictature brésilienne a assuré cette fois le 15 novembre, aux élections législatives, sa domination sur l'arène politique "légale".

A travers des procédés électoraux tordus, comme de donner plus de poids en pourcentage aux élections dans les états ruraux, de faible population et où les sections les plus réactionnaires ont plus d'influence, le parti gouvernemental, ARENA, s'est assuré la majorité parlementaire. Une majorité qui, comme il a été démontré, ne correspond pas aux votes exprimés par l'électorat, lequel en majorité a appuyé le parti d'opposition légale, le MDB.

Ce dernier, en propageant certaines consignes démocratiques, a obtenu une avance considérable sur le plan électoral et dans sa représentation parlementaire (environ 45% des sièges).

EQUATEUR

L'agitation politique et sociale s'accroît en Equateur. L'actuelle dispute entre les sections les plus réactionnaires d'un côté et les sections réformistes de l'autre, pour le développement de la bourgeoisie équatorienne, qui a supporté la candidature de Jaime Roldos aux élections présidentielles du 16 juin de cette année, a eu une grande résonance.

Alors que la victoire électorale de Roldos (représentant le groupement de type populiste appelé Concentration des Forces populaires (CFP)) était évidente, les sections les plus arriérées, appuyées par l'actuel gouvernement militaire et le président du tribunal électoral, ont mis à profil, au milieu de septembre, la manoeuvre de suspendre le recomptage des votes alléguant "de graves fraudes commises le jour des élections".

Mais les manoeuvres de l'oligarchie équatorienne, qui se refuse à remettre le gouvernement aux sections bourgeoises représentées par Roldos, n'ont trouvé aucun appui, ou si ce n'est que très peu, de la part de l'impérialisme américain (véritable patron du pays) lequel, à travers le Département d'Etat, a menacé de faire des représailles économiques en cas de coup d'Etat. Le résultat fut presque immédiat: il y eut la constitution d'un nouveau tribunal électoral le 29 septembre et l'annonce d'un second tour des élections, le 8 avril 1979, et de l'entrée en fonction d'un nouveau président, le 10 août prochain.

Il semble que l'impérialisme américain, appliquant "les nouveaux plans de l'administration Carter, est décidé d'appliquer en Equateur, au même titre que dans les autres pays d'Amérique latine comme Saint-Domingue, la Bolivie, etc., une politique de "remplacement" des vieilles dictatures par des formes restreintes et bien contrôlées de démocratie bourgeoise qui permettent de diminuer les tensions et de renforcer leur domination.

Mais en Equateur, comme partout dans le reste du continent, la politique n'est pas seulement faite pour les sections opposées de la classe dominante. Le climat d'agitation

sociale et politique a pour élément fondamental la montée croissante des luttes populaires.

Ces luttes ont été d'une force toute particulière durant les mois d'octobre et novembre derniers. Le 18 octobre, date du premier anniversaire du massacre d'AZTRA, a été commémoré combattivement dans tout le pays.

Dans la province de Pichincha, à Quito et Santa Domingo de los Colorado, des organisations populaires appartenant principalement au Front unitaire des Organisations populaires ont organisé un débrayage provincial de plus de 3,000 travailleurs, en plus des mille étudiants du secondaire et des universités qui se sont solidarisés avec eux en marchant dans les rues.

Il y eut aussi des mobilisations populaires de commémoration à Guayaquil, Milagro, Ambato, Azoques, Cuenca, Loja, Machala, Esmeraldas, etc.

BOLIVIE

Vendredi le 24 novembre, un nouveau coup d'Etat militaire s'est ajouté à la longue liste de soulèvements et de rébellions militaires qu'a souffert la Bolivie dans son histoire républicaine.

Cette fois c'est le général Juan Pereda qui a été renversé; celui-ci avait lui-même conquis le pouvoir par un coup d'Etat le 21 juin dernier, après la tenue de la fraude électorale organisée en sa faveur par son ami et "protecteur" Hugo Banzer.

Pereda, continuant la politique de son ami et prédécesseur avait tenté de remettre les élections promises par son gouvernement pour mai 1970. Ceci lui valut non seulement l'opposition de formations politiques traditionnelles tel le MNR ou la coalition UDP, mais aussi d'importantes sections de l'état-major des Forces armées qui, interprétant la politique américaine, sont décidées à procéder à une étroite "démocratisation" du pays.

Le général Padilla, auteur du coup d'Etat en sa qualité de commandant-en-chef des Forces armées boliviennes a publié un communiqué où il affirme que des élections générales auront lieu "immédiatement" de façon à ce qu'un nouveau président puisse entrer en fonction le 6 août 1979.

La réalisation du coup d'Etat, qui éloigne du gouvernement certaines sections ultra-réactionnaires comme la "Phalange socialiste bolivienne" (FSB), a été interprétée comme un succès de la politique américaine et des sections réformistes bourgeoises boliviennes (UDP, MNR, etc.).

NICARAGUA

Malgré les massacres commis dans la seconde moitié de septembre et durant le mois d'octobre par la Garde nationale qui n'ont pas réussi à écraser l'insurrection populaire de septembre, l'offensive des forces antidictatoriales a connu un nouveau départ au mois de novembre dernier au Nicaragua.

Durant tout le mois, les guérilleros sandinistes ont organisé des centaines d'attaques et d'opérations armées contre les banques, maisons de négoce et unités de la

Garde nationale somoziste.

D'autre part, c'est mardi le 21 novembre que se terminait le délai fixé par le Front élargi d'Opposition (FAO) pour que Somoza abandonne le pouvoir. Le tyran s'obstine à maintenir les privilèges et la domination de sa clique au point de refuser les ultimatums, les médiations, etc. que diverses sections ont tenté, pour trouver une "solution pacifique" au problème nicaraguien. Parmi ces pressions et ces manoeuvres, on compte évidemment celles du gouvernement américain qui a demandé à l'Organisation des Etats américains (OEA) de faire connaître sans délai le rapport de la Commission interaméricaine des Droits de l'Homme dénonçant les violations commises au Nicaragua.

La cynique réponse de Somoza fut que les uniques violations des droits de l'homme au Nicaragua étaient celles "commises par les guérilleros sandinistes"... L'unique résultat obtenu par la commission de médiation, composée de représentants des Etats-Unis, du Guatemala et de la République dominicaine, fut que Somoza accepte de créer le 25 novembre une "zone tampon" à la frontière entre le Nicaragua et Costa Rica, un pays qui a souffert ces derniers mois les agressions armées de la Garde nationale nicaraguyenne.

VENEZUELA

Nous reproduisons ci-dessous un extrait d'un article paru dans l'hebdomadaire vénézuélien "Qué Hacerá" qui exprime la dénonciation suivante et lance un appel à la solidarité auquel ANCHA souscrit pleinement: "Le 20 novembre dernier, a été détenu dans la ville de Maracaibo le révolutionnaire Antonio Arias qui fait partie d'un groupe d'hommes qui ont conquis leur liberté en s'enfuyant de la prison de La Pica en 1977.

"Lors de sa détention, la PTJ l'a soumis à de sauvages tortures au siège de cette force policière à Maracaibo. Ils tentèrent de l'asphyxier avec des sacs de plastique et lui administrèrent des coups à la tête avec un bâton de plastique; ils lui firent subir des chocs électriques en diverses parties du corps. En le transférant à la prison publique de Maracaibo, les fonctionnaires responsables, une fois qu'ils eurent appris qu'il s'agissait d'un des évadés



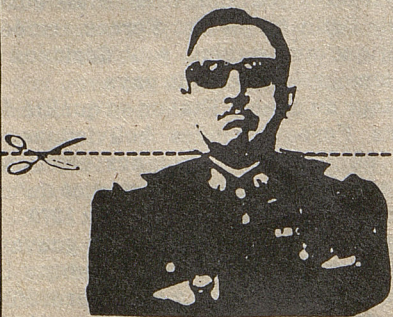
de La Pica, s'élançèrent sur lui et lui appliquèrent une volée qui le laissa en très mauvais état physique. Non content de cela, ils l'enfermèrent dans une petite cellule où l'air manque, humide et totalement obscure, surnommée la "cave de la fumée". Ils voulaient "mettre à l'épreuve sa fermeté et sa persévérance comme révolutionnaire."

Après avoir exalté la fermeté et la bravoure révolutionnaires d'Antonio Arias, qui en aucun moment n'a plié sous la torture, l'article dit en finissant: "Nous voulons souligner que la vie du révolutionnaire Antonio Arias est en danger: le fait qu'il soit isolé nous indique que nous devons être vigilants si nous nous fions à l'expérience que nous avons avec des cas semblables, puisqu'ils peuvent même l'assassiner. Nous exigeons son transfert immédiat au collectif des prisonniers politiques de la prison de Maracaibo et l'intervention du Ministère public de la République pour assurer le respect de la vie d'Antonio Arias."

COLOMBIE

Le premier numéro du bulletin "Colombie aujourd'hui", édité par le Comité de Colombiens à l'étranger, est paru. Ceux qui sont intéressés à ce bulletin ou à contacter le Comité peuvent écrire au casier postal d'ANCHA.

ABONNEZ-VOUS A "ANCHA"



Agence de Nouvelles chilienne antifasciste
Publiée par la Branche extérieure du Front du Peuple
ANCHA paraît tous les mois en espagnol, en français, en anglais, en allemand, et en italien

Nom _____
Adresse _____
Pays _____

Disponible de

ANCHA
B.P. 59, Cedex 13
Paris 75623, France

Tarif d'abonnement

En Europe: 1 an 30 francs
abonnement d'appui, 50 francs ou plus
Ailleurs: 1 an \$10.00
abonnement d'appui \$15.00 ou plus
Priere d'envoyer tous les cheques
ou mandats postes a cette adresse
a l'ordre de **Guerrien**
(pas a ANCHA)

Les éditions française, anglaise et espagnole produites au Canada par le Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne sont disponibles du:

Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne ou du: **Centre national de Publications**
B.P. 185, station Outremont, B.P. 727, station Adelaide,
Montréal, Québec, Canada Toronto, Ontario, Canada

Les tarifs d'abonnement aux éditions française, espagnole ou anglaise produites au Canada sont de \$4.00 pour un an. Prix par exemplaire: \$0.25.

Veuillez faire tous les chèques ou mandats postes envoyés aux adresses susmentionnées à l'ordre du Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne ou à l'ordre du Centre national de Publications, respectivement.

Priere d'indiquer clairement vos nom et adresse ainsi que la langue dans laquelle vous souhaitez recevoir le bulletin

LES "CIMETIÈRES" DU FASCISME

Au début du mois de décembre dernier, l'opinion publique chilienne et internationale a appris avec consternation et horreur la découverte d'un des cimetières "privés" dont la dictature fasciste dirigée par Pinochet a parsemé le pays depuis le coup d'Etat militaire.

Cette première découverte de cadavres et d'ossements trouvée dans une mine abandonnée dans la localité de Lonquen, près de Talagante dans la province de Santiago, fut dénoncée par le Vicariat de la Solidarité après qu'un ex-fonctionnaire de la DINA ait fourni des renseignements à un prêtre dans un confessionnal.

Les responsables du Vicariat, après avoir fait une enquête privée à la mine avec des témoins irréfutables, firent connaître les faits aux autorités fascistes et aux milieux judiciaires. De cette manière, la dictature n'a pu cette fois cacher et faire disparaître ces informations.

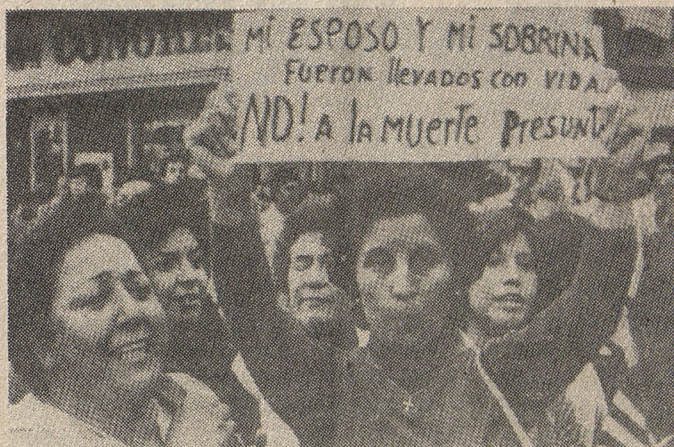
Les excavations dans un des puits de la mine ont permis la découverte des restes de plus de quarante cadavres en différents états de décomposition qui selon les examens des médecins légistes seraient des corps enterrés à partir de 1973-1974-1975-1976.

En plus de cela, les analyses ont aussi démontré, ce qui est important, que tous les corps ainsi que les crânes et les ossements présentent des blessures de balles de gros calibre. De plus, des projectiles utilisés par l'armée chilienne et des éclats de balles ont été trouvés sur place, dans les murs entourant le puits.

Devant cette découverte, il ne fait aucun doute que les corps trouvés sont ceux des patriotes qui ont été assassinés par l'appareil répressif de la dictature et qui font partie des milliers de "disparus", ce qui nous permet de conclure que tous ont connu le même sort.

Face à l'évidence et aux innombrables dénonciations qu'ont faites les familles des disparus au pouvoir judiciaire, la cour suprême a nommé le juge Adolio Banados Cuadra pour faire enquête sur le cas. Il est clair que cette nomination de la Cour suprême n'est une garantie pour personne sauf pour le régime, puisqu'il est connu pour sa position servile et complice de la dictature. C'est pour cela que les familles des disparus ont fait des démarches devant une commission des Nations unies pour que des médecins légistes étrangers

participent aux analyses des restes trouvés à la mine, parmi lesquels un bon nombre correspondaient aux corps d'une liste de 117 "disparus" dans la zone de Islade Maipo, voisine de la localité de Lonquen. Mais il n'y a pas seulement ce "cimetière" qui a été trouvé au mois de décembre. D'autres



Manifestation de familles de "disparus" dans les rues de Santiago contre les actes fascistes de la dictature de Pinochet.

aussi ont été découverts dans une des collines de Cuestra Barriga près de la route entre Santiago et Valparaiso et sur lequel les autorités fascistes ont refusé de donner plus d'informations, malgré les enquêtes qui ont été faites et qui ont démontré qu'il s'agit d'un autre lieu d'anéantissement que compte le fascisme.

Ces nouveaux faits viennent réaffirmer les dénonciations qu'ont faites toutes les sections progressistes et patriotiques des assassinats que le fascisme a commis au cours des cinq

années passées sous la botte militaire et exécutés par ses services de terreur comme la DINA et le Centre national d'Information.

Ceci constitue aussi une information de plus pour l'inculpation d'assassinat qui pèse aujourd'hui contre Pinochet et ses partisans comme l'ex-général de sa police secrète, Manuel Contreras, réclamé par la justice américaine pour l'assassinat d'Orlando Letelier.

1978: L'OFFENSIVE DE LA RÉSISTANCE

L'année qui vient de se terminer a marqué un jalon dans les luttes de la Résistance et du peuple chilien. De toutes parts, le fascisme a été frappé et démasqué, se voyant obligé de prendre des positions démagogiques de "démocratisation" et d'"ouverture", qui n'ont contribué qu'à démontrer sa nature oppressive qui tente désespérément de masquer son image.

A partir du mois de janvier de l'année dernière, sous le prétexte de la "consultation nationale" qu'ils appelèrent pompeusement "plébiscite", ils appelèrent les chiliens à voter "oui" pour "Chili" et Pinochet et "non" à l'agression étrangère, motivée par le vote assomant aux Nations unies contre la dictature et la violation systématique des droits de l'homme et les horribles conditions de vie auxquelles est soumis le peuple chilien par le régime pinochétiste. Les manifestations de répudiation et de dénonciation ont été faites massivement et ouvertement, provoquant de sérieuses crises dans l'appareil militaire fasciste et dans des sections réactionnaires qui les appuyaient.

Avec chaque jour qui passe, le peuple a perdu la crainte de l'appareil répressif du régime, en s'organisant dans la Résistance et en avançant progressivement à la défense des droits et dans la perspective d'écraser le fascisme par la voie de la lutte résolue. On ne peut expliquer d'une autre manière les innombrables manifestations de masse qui se sont déroulées au cours de l'année 1978.

Le 1er mai, il y eut des rassemblements de masse dans la majeure partie des villes du pays, qui réclamaient de meilleures conditions de vie, la liberté et le renversement du fascisme, des manifestations étudiantes tant au niveau universitaire que secondaire avec les mêmes mots d'ordre, ainsi que les innombrables grèves et mouvements de revendications qui eurent de larges répercussions, comme la grève des mineurs du cuivre d'El Teniente suivie, quelque temps après, par les mineurs de Chuquicamata, dans le nord du pays, qui conduisit à la "grève des repas" où ils refusèrent d'aller à la cantine et dans les salles à manger des mines pour protester contre les bas salaires et les mesures répressives mises en pratique par les autorités militaires.

En plus de cela, on peut ajouter les vaillantes dénonciations et actions de familles des détenus disparus, des grèves de la faim, défilés, manifestations et protestations de tout genre organisées pour que la dictature donne une réponse et éclaire le sort qu'ont connu des milliers de Chiliens "disparus" tombés dans les mains des services répressifs. Aujourd'hui, on connaît le destin de beaucoup d'entre eux avec la découverte des "cimetières clandestins" dans les mines abandonnées et fermées, éloignées dans les montagnes où des dizaines et des dizaines de "disparus" ont été retrouvés, mettant en relief et confirmant avec horreur les dénonciations du caractère sanguinaire de la junte militaire.

Nul ne peut douter du fait que toutes les luttes entreprises par notre peuple au cours de l'année dernière ont marqué une offensive massive contre l'oppression et que cela, en même temps, a provoqué des fissures qui se sont manifestées dans



la structure fasciste. Cet élan de la Résistance a précipité les manoeuvres de l'autre section de la bourgeoisie qui aspire à la "succession" de la dictature.

Ceci s'est vu au sein même des forces armées et de la junte, comme pour le cas de Gustavo Leigh, "mis en marge" par la junte sur décision de Pinochet rompant ainsi "l'unité d'acier" des forces armées ainsi que celle des sections de la bourgeoisie liées à l'impérialisme américain et représentées par le courant freiste de la Démocratie chrétienne.

Aujourd'hui, ces sections impressionnées par le mécontentement populaire et l'amplitude des luttes, tentent de s'ériger comme les "nouveaux sauveurs du peuple", tentant ainsi de profiter de tous les défauts et cibles que présente le régime qu'eux-mêmes ont travaillé à implanter. Aujourd'hui, ce sont eux qui se lèvent pour défendre les "droits de l'homme", pour l'éclaircissement de l'assassinat d'Orlando Letelier, contre les mesures du gouvernement, contre le mouvement syndical, contre les élections "frauduleuses" des directions syndicales, etc... Les véritables antifascistes et le peuple en général ne peuvent se laisser tromper par les "nouvelles positions" de ceux qui ont toujours opprimé et massacré le peuple, et ils ne peuvent pas non plus se laisser jouer par les sections réformistes qui cherchent à tout prix l'"alliance" avec eux et avec les militaires "antifascistes".

Le chemin de la défaite et le renversement du fascisme a été tracé par le peuple chilien. C'est le chemin de la lutte et de l'unité de tous les antifascistes.

D'importants pas ont été faits au Chili et à l'étranger pour unifier le mouvement antifasciste, en tentant d'associer toutes les sections qui présentent une alternative conséquente et révolutionnaire face aux manoeuvres réactionnaires et réformistes.

C'est cette unité, qui se fait plus nécessaire que jamais dans les moments que vit le pays à l'heure actuelle, qui pourra imprimer un rythme plus accéléré à la lutte du peuple chilien, éliminer le fascisme, sauver le pays de la faillite économique et affronter correctement les menaces extérieures qu'actuellement font peser et exercent les gouvernements fascistes voisins avec leurs revendications territoriales dont l'expression la plus aiguë est donnée par le différend pour les îles dans le canal de Beagle, avec l'Argentine.

Pinochet et ses comparses sont toujours plus isolés dans le pays et rejetés internationalement au point où leurs patrons américains manoeuvrent pour se débarrasser d'eux. Face à cela s'élargit la riposte unifiée et révolutionnaire, la seule voie qui permettra de défaire le fascisme et nous conduira à la formation d'un gouvernement démocratique populaire.

Comment la constitution maudite espère enchaîner davantage le mouvement syndical chilien

LES CRAINTES FONDEES DE L'OLIGARCHIE

Malgré le contrôle qu'ont imposé les fascistes, ils ne peuvent cacher que ce qu'ils redoutent le plus, c'est la violence populaire qui surgit de la lutte de classe chaque fois plus aiguë. On peut voir la reconnaissance de ceci dans le premier chapitre des "Bases des institutions" de la constitution que Pinochet veut voir approuver avant qu'il se retire pour jouir du butin. Ce chapitre assigne à l'Etat le "devoir" de veiller à la "sécurité nationale" (i.e. de la sécurité des groupes monopolistes associés au capital américain) et de tendre à l'"intégration harmonieuse de toutes les sections de la nation", conception qui s'oppose à l'"antagonisme social". Plus loin, il déclare illicite et contraire à l'ordre institutionnel de la république... "tout acte (...) destiné à propager des doctrines qui (...) promouvoit la violence (...) fondées sur la lutte de classe."

Nous voyons l'hypocrisie de l'oligarchie chilienne, qui est aujourd'hui représentée par les fascistes. Elle déclare la guerre au peuple désarmé idéologiquement, politiquement, aux niveaux organisationnel et militaire, elle le massacre et quand celui-ci commence à réagir, qu'il a livré ses premiers combats importants, ils exigent l'harmonie. Les militaires entraînés et armés par l'impérialisme et ses associés pratiquent la violence quotidiennement, partout, mais ils exigent que ceux qu'ils oppriment n'utilisent pas à leur tour la violence, qu'ils se laissent exploiter avec mansuétude, en veulent ainsi le monopole.

L'idée de défendre le monopole du pouvoir de cette section, de désarmer politiquement les travailleurs est une des idées centrales du schéma syndical conçu par les grands exploiters: ils veulent un syndicalisme "apolitique" et naturellement craignent et haïssent le syndicalisme de classe.

LA POLITIQUE DANS LES SYNDICATS

Nous reconnaissons qu'au Chili la politicaille (bourgeoise) s'est infiltrée dans les syndicats en prétendant mettre le mouvement syndical au service d'intérêts déterminés, ce qui a amené entre autres conséquences néfastes, la division. Naturellement ceci fait que beaucoup de travailleurs qui ne peuvent pas encore distinguer la politique qui correspond à leurs intérêts de classe, de la politique bourgeoise, répudient la politique en général, et ceci est aujourd'hui ce que tentent d'utiliser les fascistes.

Mais le mouvement syndical est pour l'essentiel, qu'on le veuille ou non, politique, c'est-à-dire qu'il y a des intérêts concrets à défendre et il doit agir en fonction de ceux-là. Il est ou avec les travailleurs ou avec les patrons (il n'y a pas de possibilité intermédiaire d'"intégrer" ses intérêts) et ceci signifie qu'il est pour la liquidation ou pour le maintien du système d'oppression qui défend l'exploitation et maintient les privilèges de classe. La seconde est l'organisation syndicale sans conscience claire de ses intérêts et elle peut être jaune et soutenue par les patrons. Pour les exploiters, les travailleurs doivent se soucier d'augmenter la production et de ne pas se soucier de la politique et donc, pour défendre leurs intérêts futurs et actuels, ils doivent laisser ceci entre les mains de politiciens professionnels (de la bourgeoisie) pour que ceux-ci conservent également le monopole politique.

LA LUTTE DE CLASSE ET LA CONCILIATION DE CLASSE

Toutes les conquêtes sociales que les travailleurs ont



remportées ont été gagnées au prix du sang et de sacrifices. Ce n'est pas le produit de la générosité des patrons, ils sont le fruit d'une infinité de formes de pressions. C'est pour cela que les exploiters tentent de cacher les diverses manifestations de la lutte de classe et ils les déclarent "contraires à l'ordre constitutionnel". Eux combattent de façon permanente les travailleurs afin de les maintenir dans la misère, mais ils veulent les convaincre que le compromis, l'intégration harmonieuse, la paix de classe sont meilleurs donc de se contenter des miettes du festin.

La lutte de classe est inséparable du syndicalisme conscient. Cette lutte même si elle comprend les revendications immédiates, a pour objectif plus important de créer les conditions pour la lutte pour en finir avec toutes formes d'exploitation et d'oppression. Cet objectif, éminemment politique qui se dégage inéluctablement du déroulement même de la lutte de classe n'est pas possible dans le cadre du capitalisme et rend inévitable la violence révolutionnaire des masses pour dompter les chiens de garde qui utilisent la violence réactionnaire pour maintenir le système actuel.

LA SYNDICALISATION

En plus de prétendre désarmer politiquement les travailleurs, les fascistes veulent les diviser pour mieux régner, les affaiblir de telle façon qu'il serait impossible de triompher si une section décidait de secouer le joug. Sous le prétexte de "garantir" le droit d'association, il est établi que "personne ne peut être obligé d'appartenir à une association". Avec cette petite phrase, ils prétendent changer tout le schéma syndical chilien dont la base était le syndicalisme industriel unique. Une fois constitué, en étaient automatiquement membres tous les ouvriers qu'ils eurent ou non travaillé pour sa constitution, de même que ceux qui dans le futur seraient engagés par l'entreprise. Avec le nouveau système, chaque ouvrier devra, individuellement et expressément, solliciter son entrée, ce qui dans les conditions de la terreur fasciste constitue une série de limitations. Par exemple, les ouvriers avec un contrat à l'épreuve, avec moins de six mois d'ancienneté, etc., risqueront-ils de faire l'usage de cette "liberté d'association"?

Mais le pire c'est que cette disposition constitutionnelle permet le parallélisme syndical. Comme "personne ne peut être obligé d'appartenir..." il peut se former deux ou plusieurs syndicats ouvriers. Il suffira qu'un syndicat défende réellement les intérêts de ses associés pour que les patrons utilisant des jaunes en créent un autre parallèle dans lequel par des pressions et quelques concessions, ils pourront en-

trainer un certain nombre de travailleurs. Ceci fera que les entreprises, pour diviser, en privilégieront certains et en persécuteront d'autres.

Ceux qui comparent le système syndical chilien d'avant le coup d'Etat avec ceux de la majorité des autres pays portent leur attention à l'existence d'une organisation syndicale unique dans chaque entreprise et au niveau national. Ce premier point, même s'il présente des difficultés pour la coordination (surmontées grâce aux fédérations et confédérations, etc., et aux cordons industriels) avait le grand avantage de collaborer à l'unité du mouvement, à ce que chaque groupe de travailleurs ait son corps dirigeant qui suive de plus près son dégageant, etc. La quantité de dirigeants syndicaux, d'ouvriers avec expérience syndicale, le niveau de sa participation active dans l'organisation, etc., ont été à cause de cela proportionnellement très élevés, ce qui créa une difficulté de plus à l'action que les fascistes ont développée.

La classe ouvrière chilienne a toujours pu se donner une seule grande centrale syndicale de caractère national (FOCH, CTCH, CUT) en faisant échouer les tentatives pour la diviser. De là les tentatives des fascistes de décréter cette "liberté d'association" et d'une secte syndicale rattachée à la Démocratie chrétienne, jusqu'à un certain point moins réprimée par la dictature pour profiter de cette "liberté" pour édifier un instrument syndical qui supplante la Centrale unique des Travailleurs. Nous savons que cette même section tenta sans succès de diviser la CUT, en créant la UTRACH pendant le gouvernement de Frei et qui tenta ensuite de la perdre de l'intérieur ce qui échoua à nouveau. La véritable syndicalisation des travailleurs chiliens autour de leurs intérêts de classe, démocratique et non bureaucratique, naît et se développe aujourd'hui autour des comités ouvriers clandestins, et des comités de résistance qui se forment dans chaque lieu de travail.

LA NEGOCIATION COLLECTIVE

Celle-ci est aussi restreinte dans la nouvelle constitution. Avant elle pouvait avoir lieu là où elle y avait plus de 10 ouvriers, même s'il n'y avait pas de syndicat. La nouvelle constitution dit que "la négociation collective est un droit des travailleurs auquel la loi reconnaît le droit de se syndiquer". En plus de ce que nous avons dit à propos du droit d'association en syndicat on doit toujours garder en tête qu'une réforme du code de travail est en train d'être cuisinée, que les fascistes n'ont pas l'audace de dicter à cause de la résistance de la part des travailleurs. Le verbe

"reconnaît" (utilisé au futur) indique que ce n'est pas aux travailleurs eux-mêmes, à l'heure actuelle, qu'on reconnaît le droit de se syndiquer, mais à ceux qui l'obtiendront conformément à la réforme qu'il y aura dans le futur. Ce qui, comme on le sait, sera assez défavorable aux travailleurs. Mais en supposant que nous ne doutions pas que soit maintenu le droit de se syndiquer là où travaillent plus de 25 ouvriers, ceci veut dire que tous les travailleurs des entreprises qui n'atteignent pas ce nombre (il y en a beaucoup plus qu'on le croit habituellement) et qui avant pouvaient faire une demande ne pourront plus le faire.

LA GREVE

La négociation peut donner quelques résultats si les travailleurs résistent aux pressions permanentes de l'usine par leur combat organisé, entre autres la grève. Si ceux-ci n'ont pas de moyens de pression, la négociation sera inévitablement stérile. Formulé d'une autre façon, garantir un étroit droit à la négociation sans faire de même pour le droit à la grève n'est que de la démagogie.

Et précisément dans l'énumération des droits garantis par la constitution "on oublie" le droit de grève. La rédaction de l'article que nous commentons (no. 15) est même si adroite qu'on doit comprendre qu'il est prohibé. Que le lecteur en juge: "La négociation collective est un droit des travailleurs auxquels la loi reconnaît le droit de se syndiquer. Celle-ci établira les mécanismes adéquats pour obtenir une solution équitable et pacifique dans les conflits de travail qui devront examiner les formules de négociations obligatoires et l'arbitrage". Ce que signifie examiner les formules n'est pas clair... et si l'arbitrage est aussi obligatoire c'est un cas où s'en est fini du droit de grève en appliquant la même formule d'arbitrage qu'avait tenté d'imposer le gouvernement Frei. Qu'on dise que la loi doit contenir les mécanismes pour la solution "pacifique" des conflits, semble confirmer ceci. Finalement, nous ajoutons que cette rédaction ambiguë nous semble remplie de mauvaises intentions étant donné que ses auteurs sont les "cerveaux" de l'oligarchie locale.

* * *

Tout ce que nous avons analysé ne fait que confirmer que la constitution et les lois sont la volonté de la classe dominante imposée par la force des armes. De ceci se dégagent les légalistes. Ceux qui prétendent réduire la lutte des travailleurs à ce que les lois permettent, ne sont rien d'autre que des serviteurs de cette même classe.

Unité, unité et encore plus d'unité

Nous ne cesserons jamais de le répéter, ni de lutter pour l'obtenir: **Unité de tous les antifascistes pour renverser la dictature.** C'est une des tâches les plus importantes de tous ceux qui aujourd'hui veulent sincèrement combattre la tyrannie. La division des forces antifascistes est aussi une des causes importantes qui fait que la dictature se tient encore debout, malgré qu'elle confronte l'opposition de 90% de la population chilienne. C'est pour cela, pour lutter contre la division et le sectarisme, pour unir les sections conséquemment antifascistes qu'est né et s'est développé le Front du Peuple. Nous ne sommes pas le grand front large dont notre peuple a besoin, mais nous avançons dans cette voie et faisons tous nos efforts pour appuyer l'unité de ceux qui luttent contre la dictature.

Nous sommes énormément réjouis par les succès obtenus dans ce sens bien qu'ils soient partiels et à des degrés divers, tant à l'intérieur du pays que dans les différents pays du monde où luttent les exilés chiliens. Les manifestations universitaires ainsi que les déclarations

conjointes auxquelles ont souscrit le 1er mai et le 11 septembre de l'an passé, à Paris, le Parti socialiste (CNR), la Jeunesse radicale révolutionnaire (IIIe Congrès), le MAPU, le Parti des Travailleurs du Chili et le Parti communiste révolutionnaire du Chili sont des pas significatifs du développement de l'unité. La déclaration conjointe récente des directions à l'étranger du MAPU (PTC) et du PCR que nous publions intégralement dans ce numéro d'ANCHAS est un autre pas unitaire. Au Chili même 1978 a aussi marqué un développement unitaire, dont une des expressions les plus importantes a été la déclaration de lutte commune qu'ont signée le MIR et le PCR dans les universités chiliennes. Récemment on a pris connaissance d'une nouvelle déclaration conjointe faite au Chili, cette fois signée par le MIR, le PCR et la Démocratie chrétienne dans la ville de Concepcion, où a été formé le Front de Résistance des Résidences, une déclaration que nous publions aussi intégralement dans le présent numéro d'ANCHAS à cause de son importance. Cette déclaration, faite sur des bases

complètement justes, montre que la voie unitaire est possible à réaliser avec les diverses sections qui s'opposent à la Junte, sans faire des concessions de quelque type que ce soit dans la lutte révolutionnaire (personne ne peut accuser le MIR à l'intérieur du Chili ou le PCR d'être des conciliateurs) sans non plus que l'unité passe par les directives d'un Parti ou d'un autre, mais qu'il est parfaitement possible de réaliser un travail unitaire sur la base de divers partis.

Le Front du Peuple appuie sincèrement tous les efforts unitaires que font les révolutionnaires chiliens dans le but de former un bloc, un pôle, un front ou une coordination révolutionnaire qui assure une direction correcte à la lutte pour son triomphe non seulement immédiat, mais aussi à long terme. D'autre part et sans attendre la formation et la consolidation de l'unité des sections révolutionnaires nous appuyons avec enthousiasme toute activité conjointe avec quelque section que ce soit qui s'oppose à la dictature, là où les conditions le permettent, en même temps que nous continuons à lutter pour que toute action, aussi minime soit-elle se place dans le cadre de la lutte de notre peuple pour renverser la dictature, écraser le fascisme et obtenir la libération véritable.

Nous ne sommes pas pour l'unité sans principes, ni sous aucune direction quelconque. Nous l'avons dit et le réitérons, que nous nous opposons au réformisme et à l'opposition bourgeoise qui prétend ne changer que la façade de la dictature et à ceux qui prétendent remplacer un impérialisme par un autre. Cependant, tout en les dénonçant nous luttons pour qu'au niveau de la base, leurs militants et les gens qu'influencent encore ces sections, se joignent avec plus de force à la lutte antifasciste et fassent du travail conjoint avec la résistance populaire. Le fait que la Démocratie chrétienne, au niveau local de Concepcion, se soit joint à un front de lutte avec le MIR et le PCR et ait signé par une déclaration conjointe avec ces partis, une déclaration qui est basée sur la lutte contre la dictature, est un grand triomphe pour les sections conséquemment antifascistes et n'a rien à voir avec l'attitude des réformistes de se placer à la queue de la Démocratie chrétienne et de l'impérialisme américain pour implorer le changement de façade de la dictature. Tout comme nous appuyons la première situation, nous répudions la seconde.

En avant! Continuons à frapper la dictature de tous les côtés en même temps pour assurer la direction correcte du combat pour le mener jusqu'à son but.

Déclaration conjointe des représentations politiques à l'étranger du Parti communiste révolutionnaire du Chili et du MAPU Parti des travailleurs du Chili

1. Le projet réactionnaire de la dictature militaire fasciste a avancé de façon importante au cours des cinq années au prix de la souffrance, de la répression et de la surexploitation des masses laborieuses de notre pays. Le modèle économique-social imposé par l'impérialisme américain, la bourgeoisie monopoliste, la grande bourgeoisie agraire et les propriétaires fonciers, a exposé clairement la véritable nature des maîtres du Chili, leur caractère cruel et sanguinaire, leur appétit insatiable de profit, leur haine pour le peuple et les travailleurs, leur mépris pour le sort des femmes, enfants et hommes de notre peuple. Il a montré en résumé que ceux-ci ne vacillent devant aucun obstacle pour imposer leur politique criminelle et que c'est seulement en les renversant et en les annihilant que le peuple se libérera d'eux.

2. Malgré la profondeur de la défaite de septembre, de l'annihilation massive d'une génération de dirigeants populaires et révolutionnaires, du climat de terreur et d'insécurité qui ont imposé un recul profond du peuple et à la classe ouvrière, la lutte n'a jamais été arrêtée et la dictature n'a pas atteint son objectif central d'annihiler le mouvement populaire et ouvrier.

Malgré l'énorme disparité des forces existantes aujourd'hui entre le peuple et ses ennemis, malgré la persécution implacable des révolutionnaires, la résistance populaire a continué de se développer et d'accumuler des forces. Le mouvement clandestin de lutte contre la dictature a fait des pas importants dans son développement et chaque jour les sections qui s'engagent et empruntent cette voie sont plus larges.

C'est ainsi que le mouvement de revendication et de défense des droits démocratiques du peuple se renforce et se développe, obligeant la dictature à accroître la répression et à affronter des contradictions toujours plus profondes au sein de la classe dominante elle-même. Si ce ne sont pas des coups décisifs pour elle, elle contribue objectivement à son affaiblissement et crée des brèches que

la lutte des masses peut approfondir et mener à des situations beaucoup plus critiques.

3. Des exemples significatifs de ce réveil du mouvement de masse ont été fournis par la grève d'El Teniente, la pression des repas à Chiquicamata et Huachipaté, les manifestations de rue, les assemblées universitaires, le mouvement des parents des prisonniers disparus et les initiatives de syndicalisation des travailleurs chiliens.

De telles expériences ont montré tout comme d'autres luttes de revendications de la dernière période, la volonté des travailleurs de lutter pour les droits sociaux, ainsi qu'à des degrés et niveaux différents, la faiblesse de la direction politique et le caractère principalement réformiste de celle-ci.

La dictature a tenté d'utiliser de tels sentiments profonds des travailleurs en organisant une mascarade honteuse d'élections syndicales. Une telle manoeuvre prétend neutraliser la lutte pour les libertés syndicales inexistantes dans notre pays, et donner en même temps un visage démocratique de la Junte, face à l'opinion publique internationale. Nous dénonçons catégoriquement l'effronterie de la dictature et nous appelons l'opinion publique à ne pas se laisser gagner.

Nous manifestons notre solidarité avec les travailleurs injustement réprimés et persécutés pour leur lutte pour la liberté syndicale et pour les droits démocratiques du peuple.

4. Dans la situation actuelle, les dirigeants réformistes de l'Unité populaire prétendent établir une alliance stratégique avec la DC, y compris avec les sections les plus réactionnaires de celle-ci. Pour elle, ils sont prêts et ils l'ont fait, à "négocier" sur les justes revendications du peuple, à freiner ses luttes, à ne pas organiser le peuple clandestinement et en fonction de la lutte armée future des masses, à combattre ouvertement les sections révolutionnaires, en résumé d'appuyer une autre fraction bourgeoise monopoliste et pro-impérialiste comme solution

de rechange à la dictature. Une telle politique fournit le portrait grandeur nature une fois de plus la montrant telle qu'elle est, le visage un peu maquillé de la même UP qui a conduit le peuple chilien à la défaite de septembre 1973.

Avec une telle politique de vacillation ils ont contribué à maintenir la dictature et lui ont permis, malgré son isolement, une certaine capacité de manoeuvre: de réaliser des concessions apparentes quant à la répression, de solutionner certains des problèmes les plus graves de la crise économique; et même jusqu'à obtenir une abondance plus grande de crédits et d'investissements étrangers (y compris des soi-disant pays "socialistes"). Le peuple chilien et les sections les plus conscientes de celui-ci répudient toujours plus cette politique, s'organisent de façon clandestine, impulsent des luttes à travers tout le pays et commencent à ériger chaque jour avec plus de force l'unité de tout le peuple et l'unité des révolutionnaires derrière des perspectives de lutte justes qui conduisent effectivement au renversement de la dictature et non au simple remplacement de la Junte.

5. Nos partis saluent avec enthousiasme le développement des luttes contre la dictature, manifestent leur disposition à se placer au devant de celles-ci et à faire tout en leur possible pour avancer vers l'unité des forces révolutionnaires et de tout le peuple.

Nous croyons qu'il est fondamental de développer l'unité des révolutionnaires autour d'une plate-forme et un programme qui montrent au peuple le chemin dans sa lutte pour renverser la dictature et implanter au Chili un gouvernement populaire sous hégémonie prolétarienne. C'est l'unité des révolutionnaires le facteur-clé aujourd'hui pour avancer fermement dans la constitution d'un front anti-dictatorial qui regroupe tous ceux qui désirent lutter conséquemment contre la dictature, jusqu'à sa défaite totale pour assurer l'indépendance du prolétariat et accumuler les forces nécessaires pour expulser et pour renverser totalement l'impérialisme, la bourgeoisie monopoliste, la grande bourgeoisie agraire et les latifundistes et jeter les bases de la construction socialiste dans notre pays.

C'est pour cela que nous lançons l'appel à toutes les organisations révolutionnaires, du PS(CNR), à la JRR (IIIe Congrès) et au MIR de renforcer et développer le travail et la lutte pour l'unité. Nous lançons aussi l'appel aux bases de l'IC, du PS, du PC et de la DC de discuter et d'appliquer une politique anti-dictatoriale commune pour permettre d'avancer effectivement au renversement de la dictature.

Nous disons à la direction du MIR que la voie qu'ils ont choisie aujourd'hui n'est pas le chemin de Miguel Henriquez ni les traditions révolutionnaires de votre Parti. Nous vous lançons l'appel de reconsidérer cette politique qui vous fait objectivement dépendant du révisionnisme et du réformisme chilien et international.

6. Si dans le cours de la lutte pour renverser la dictature, l'impérialisme et les réactionnaires secondés par les réformistes réussissent le remplacement de la Junte par une démocratie bourgeoise, nous continuerons à utiliser les conditions créées par ce changement pour lutter avec toujours plus de force pour la conquête du pouvoir par le peuple, sous direction prolétarienne. Nous n'accepterons en conséquence pas que les réformistes qui appuient les solutions d'une section de la bourgeoisie et de l'impérialisme barrent la voie à la lutte populaire en échange de ce "moindre mal" que ceux-ci désirent de façon fervente.

7. Nos Partis pensent que la lutte anti-dictatoriale au Chili est partie intégrante de la lutte continentale contre l'impérialisme américain et les intérêts des réactionnaires de chaque pays. Peu importe les mille masques différents dont

peut se revêtir l'impérialisme américain — que ce soit comme défenseur des droits de l'Homme ou autre chose — il continue d'être l'ennemi principal des peuples du continent, le principal exploiteur et oppresseur, le soutien inconditionnel des réactionnaires du pays.

Le coup d'Etat au Chili est partie intégrante des plans contre-révolutionnaires continentaux de l'impérialisme américain — d'implanter des dictatures militaires dans tout le continent, afin de renforcer sa domination et d'exploitation des peuples, annihiler le mouvement populaire et contre-balancer ses défaites dans d'autres régions du globe.

C'est pour cela que nous croyons que l'unité des forces révolutionnaires et populaires du continent est un devoir inéluctable du moment présent. Nos Partis s'engagent à travailler sans sectarisme et de toutes leurs forces pour l'unité des révolutionnaires latino-américains, en impulsant la création d'une plate-forme et d'un programme qui soient le noeud central d'un large front continental contre les ennemis communs des peuples latino-américains.

Cette unité doit servir à conjurer les tentatives réactionnaires des superpuissances et des cercles chauvins de chaque pays pour créer des conflits, entre les nations du continent. De tels conflits, s'ils débouchaient dans une guerre, ne seraient qu'au profit des intérêts impérialistes d'une ou de l'autre superpuissance ou de ses alliés; et de toute façon, même si cela ne se produit pas — comme c'est le cas du conflit entre les gouvernements réactionnaires du Chili et de l'Argentine — cela ne sert qu'aux fascistes de chaque pays pour tenter de faire dévier et de neutraliser les luttes des masses populaires contre eux, et s'armer jusqu'aux dents contre leurs propres peuples.

8. Nos Partis considèrent que même si l'impérialisme américain est l'ennemi fondamental des peuples latino-américains, au niveau mondial l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique forment l'ennemi principal des peuples du monde.

Leurs luttes sont le fruit des tentatives de l'une ou de l'autre de contrôler telle ou telle région du monde pour exploiter et dominer tel ou tel peuple, et constituent la cause principale des dangers d'une nouvelle guerre mondiale, et la cause directe d'une série de guerres locales, des coups d'Etat et d'interventions de tout type. Pour cette raison, quand le social-impérialisme s'oppose sur notre continent à l'impérialisme américain il ne le fait pas en faveur des peuples, mais pour le supplanter comme puissance hégémonique sur notre continent comme il l'a déjà fait avec Cuba. Nous pensons que toute politique révolutionnaire en Amérique latine suppose un combat sans quartier contre l'impérialisme américain et contre toute tentative de pénétration du social-impérialisme russe.

9. Nos Partis défendent de façon intransigeante la théorie et les principes révolutionnaires du marxisme-léninisme et s'opposent de toutes leurs forces aux falsifications révisionnistes, que ce soient celles créées et promues par la clique dirigeante du PCUS ou les plus récentes, mais non moins révisionnistes, l'actuelle clique dirigeante du PC chinois. Cette clique après une tenace et dure lutte contre la ligne et la politique du président Mao Tsétoung et des révolutionnaires chinois, a imposé par un coup d'Etat, une ligne profondément contre-révolutionnaire et de restauration de la dictature bourgeoise. Cette ligne est exprimée au niveau international par la soi-disant "théorie des trois mondes", avec laquelle ils prétendent soumettre tous les peuples aux intérêts chauvins de la clique chinoise de leur faire abandonner leurs luttes contre l'impérialisme américain et de les soumettre aux bourgeoisies locales et à leurs alliés. Tout ceci pour appuyer la Chine dans sa lutte contre le social-impérialisme russe. Nous dénonçons et nous

nous opposons à cette théorie et nous signalons que c'est un chemin assuré des défaites pour tous les peuples.

La clique sociale-chauvine chinoise n'est pas seulement réactionnaire au niveau international, mais sur tous les plans. C'est pour cela qu'elle met de l'avant une politique de liquidation des progrès réalisés par la Grande Révolution culturelle prolétarienne, des principes fondamentaux du marxisme-léninisme enrichis par l'expérience révolutionnaire du peuple chinois, et impulse de façon accélérée une série de mesures destinées à développer le capitalisme d'Etat en Chine.

10. Pour nos Partis, la politique des "trois mondes", ainsi que la politique de la "détente" et de la "voie pacifique" propagées par la direction révisionniste russe, sont toutes des déformations des principes fondamentaux du marxisme-léninisme et ont la même essence révisionniste: s'opposer à la lutte de classes, à la révolution, à la libération des peuples opprimés avec les mêmes objectifs hégémonistes menaçants et contre-révolutionnaires.

Toutes deux sont les produits théoriques propres des sections de bourgeoisie bureaucratique d'Etat, qui ont trahi le prolétariat dans leur pays et qui s'efforcent d'étendre leur domination et exploitation à d'autres peuples du monde. Nous accordons une grande importance à la lutte développée par les révolutionnaires et marxistes-léninistes à travers le monde contre ces idées. Nous nous faisons un devoir de combattre les pseudos-marxistes, qui se font les serviteurs de la bourgeoisie en Amérique latine et dans le reste du monde. En tant que porte-parole de celle-ci et en servant objectivement les intérêts expansionnistes, ils trompent les masses et leurs propres militants honnêtes de la base, diffusent comme du marxisme des falsifications de celui-ci et exhibent comme du "socialisme" ce qui n'est rien d'autre que du capitalisme d'Etat.

11. Nous affirmons avec force notre confiance que le peuple chilien et les révolutionnaires triompheront dans la mesure

où nous développerons fondamentalement nos propres forces, que nous appliquons avec une indépendance créatrice le marxisme-léninisme aux conditions concrètes de notre réalité et de notre lutte.

La révolution chilienne doit être dirigée par le prolétariat et les révolutionnaires chiliens et son développement n'obéit à aucun centre mondial, à aucun parti ou Etat, "père", "guide" ou "frère aîné".

12. Nos Partis considèrent comme un devoir internationaliste fondamental de manifester leur solidarité combattante avec les peuples du Nicaragua, de l'Erythrée, de la Palestine et de l'Iran qui sont aujourd'hui aux premières lignes de la lutte pour la libération nationale.

13. Nos Partis s'efforceront, au niveau international d'aider le développement d'un large front mondial des peuples, sous direction prolétarienne, qui lutte contre la politique hégémoniste des superpuissances et des forces réactionnaires qui sont au service dans les pays.

Notre plus grand apport à cette lutte internationaliste est de développer au Chili la lutte pour la libération nationale, la démocratie populaire, le socialisme et le communisme, sous la direction du prolétariat et orienté par le marxisme-léninisme. En fonction de cela nos Partis se font un devoir de développer sans concession la lutte idéologique franche, ouverte, fraternelle et sur la base des principes pour réussir à regrouper les marxistes-léninistes chiliens dans un seul parti. Nous ne croyons pas qu'un tel processus sera facile ou qu'il ait des résultats immédiats, mais nous croyons que c'est une obligation fondamentale que nous devons affronter dès aujourd'hui avec le meilleur de nos forces.

**DEVELOPPONS L'UNITE DES REVOLUTIONNAIRES!
PAIN-LIBERTE-SOCIALISME!
NOUS VAINCRONS!
LE PEUPLE ARME NE SERA JAMAIS ECRASE!**

Propagande de la résistance

UNIVERSITE DE CONCEPCION: DECLARATION-CONJOINTE DU PCR, DU MIR ET DE LA DC.

A l'université de Concepcion, s'est créé un front de résistance des résidents, organisme de lutte et de défense des intérêts des étudiants de cette institution.

Ce front dont fait partie le Mouvement de la Gauche révolutionnaire (MIR), le Parti communiste révolutionnaire du Chili (PCR), et la Démocratie chrétienne a élaboré un appel à la communauté universitaire, ainsi qu'une plate-forme de lutte que nous livrons ci-dessous.

FRONT DE RESISTANCE DES RESIDENCES

A la communauté universitaire,

Le Front de Résistance des Résidences a surgi et s'est consolidé comme produit de l'inquiétude et de la nécessité des étudiants de trouver des formes organisationnelles, politiques, idéologiques et culturelles, indépendantes des directions bourgeoises et s'est affermi avec une stratégie anti-impérialiste, anti-capitaliste, contre la dictature et pour un régime démocratique populaire en arrivant à unir les points de vue des sympathisants et militants de divers partis politiques pour impulser le renversement de la dictature.

C'est comme produit de cette unité à la base qu'a surgi de la base la plate-forme de lutte des étudiants en résidence dont la tâche dépasse le plan revendicatif et strictement académique, pour lutter pour l'unité des travailleurs et des

étudiants et comme "un seul homme", frapper les oppresseurs et promouvoir notre alternative démocratique populaire.

PLATE-FORME DE LUTTE DU FRONT DE RESISTANCE DES RESIDENCES

— Pour la restitution aux étudiants, la pleine utilisation et l'agrandissement des édifices construits spécialement pour les résidences; toutes les cabines et les résidences Central, Rengo, Diagonal, Victoria, Seminario.

— Pour des résidences gratuites et pour une admission basée fondamentalement sur la situation économique.

— Pour la création d'une organisation représentative des étudiants résidents, que les dirigeants soient démocratiquement élus.

— Pour la participation des étudiants dans l'élaboration du règlement des résidences.

— **Fin de l'intervention de la dictature dans l'"U"**.

— Pour l'autonomie universitaire.

— Pour la libre élection de dirigeants et représentants.

— Abolition des postes de recteurs "désignés" (délégués) et pour leur élection avec la participation des ordres académiques, et étudiants de façon égalitaire.

— Pour une université critique, pluraliste et engagée socialement.

— Pour la liberté de réunion, de critique, d'opinion et d'organisation des étudiants.

— Pour la démocratisation de l'enseignement.

autorités nous donnent des permis pour lutter pour nos droits. Cette situation exige de nous que nous nous unissions et nous organisions pour lutter contre les abus. Si nous ne le faisons pas, ils continueront à profiter de notre crainte et de notre désorganisation.

COMMENT LUTTER CONTRE LES MISES A PIED?

- 1. En s'organisant en comités contre les mises à pied.
- 2. En ne signant aucun papier s'ils nous mettent à pied.
- 3. En nous unissant avec les camarades qui sont dans la même situation pour faire pression sur les patrons et les autorités.
- Pour qu'il soit mis fin à la bureaucratie des affaires étudiantes et des inscriptions.
- Pour qu'il soit mis fin au mouchardage et à la campagne de terreur au sein de l'"U".
- Pour une université au service du peuple.
- Développons l'unité ouvrier-étudiant.
- Unissons-nous à la lutte qu'impulse et développe tout le peuple pour le renversement de la dictature.
- Renforçons la résistance active, alternative réelle de démocratie populaire.

(signataires) Démocratie chrétienne (DC)
Mouvement de Gauche révolutionnaire (MIR)
Parti communiste révolutionnaire (PCR)

**UNITE POUR LUTTER ET VAINCRE!
LA R GRANDIT ET VAINCRA!**

décembre 1978

TRACT CONTRE LES MISES A PIED DANS L'INDUSTRIE BATA

Camarades de Bata,

Les grandes pieuvres appuyées par les autorités fascistes, continuent à prendre des mesures contre nos intérêts. Cette fois ce sont les mises à pied. Face à cette nouvelle manoeuvre des patrons, nous ne pouvons pas attendre les bras croisés que d'autres résolvent nos problèmes; nous ne devons pas non plus attendre que les

- 4. En faisant pression sur les dirigeants syndicaux pour qu'ils défendent notre travail.
- 5. En dénonçant les mises à pied à la presse et à la radio.

**LUTTONS CONTRE LES MISES A PIED!
NE PERMETTONS PLUS D'INJUSTICE!
L'UNITE ET L'ORGANISATION, C'EST LA FORCE!**

Comité de lutte contre les mises à pied

**FACE A LA REPRESSION INSTITUTIONNALISEE:
MOBILISATION ET ORGANISATION**

Il y a quelque temps, la dictature commençait à développer un processus qu'on s'est mis à appeler "Institutionnalisation" qui a pour but de consolider son modèle économique d'accumulation forcée de capital, qui favorise

principalement la section monopoliste financière de la bourgeoisie nationale. La consolidation institutionnelle de ce modèle passe par la légalisation de la surexploitation et de la répression du peuple. C'est en étant fidèle à cette politique que la dictature a affronté le conflit avec les travailleurs de Chuquicamata, où il y a eu plus d'une centaine de détentions. Par la suite, est venu le démantèlement des structures syndicales qui se développaient indépendamment de toute section de la bourgeoisie, et un nouvel ordre d'organisation syndicale hautement contrôlée par la dictature fut imposé. Finalement, à l'Université se développe un processus pour mettre fin à la mobilisation étudiante, basé sur l'imposition de la FECECH à l'Université du Chili, et de la nouvelle FEUC à l'Université Catholique; dans ces deux universités, une instruction judiciaire se poursuit contre des étudiants de sociologie, principalement à l'Université du Chili, pendant qu'à la Catholique, on a décidé de l'expulsion de deux camarades de théologie.

C'est ainsi que se présente l'"institutionnalisation" au sein du peuple, en imposant et en réprimant. Nous ne permettrons pas cette institutionnalisation de la surexploitation et de la répression. Pour cela, nous devons l'enfreindre en redoublant l'organisation et la mobilisation de tous.

Concrètement, nous lançons l'appel aux étudiants de:

- 1. Répudier activement les mesures répressives à l'université.
- 2. Se mobiliser en appui aux camarades de l'Institut de Théologie de l'Université Catholique et aux camarades poursuivis par l'Institut pédagogique de l'Université du Chili.
- 3. Développer des assemblées générales par écoles ou sièges qui déterminent les formes d'appui.
- 4. Faire pression sur les comités de participation pour qu'ils se prononcent de façon coordonnée sur ces problèmes.
- 5. Revitaliser les Comités de Défense des Droits de l'Homme et la CUDECH pour qu'ils se prononcent aussi sur ces questions.
- 6. Développer des activités concrètes de répudiation comme des débrayages et des mobilisations de rue dans les quartiers et les industries.
- 7. Etre prêt pour pouvoir donner un appui immédiat aux mobilisations qui se développent au Campus Oriente de l'Université Catholique.

**Continuons de promouvoir les Comités de Participation!
Empêchons l'institutionnalisation répressive et restrictive!
Créons toujours davantage de Comités de Résistance clandestins!
Formons un mouvement étudiant démocratique et de résistance!**

LA R GRANDIT ET VAINCRA!

Résistance universitaire

"El Mercurio" ment

De nouveau et comme d'habitude, "El Mercurio" ment. Le 25 septembre, "El Mercurio" a publié une entrevue avec André Jacques, dirigeant de la CIMADE, secrétaire général de la Ligue internationale pour les Droits et la Libération des Peuples qui est connu comme une personnalité antifasciste et solidaire avec le peuple chilien. André Jacques se trouvait au Chili et participait au symposium international sur les droits de l'homme et dans la rue, à l'entrée d'une des sessions, il fut interviewé brièvement par un journaliste d'"El Mercurio", qui a écrit ce qui suit: "Jacques a reconnu implicitement que le Chili

est en train de sortir de la situation critique qu'avait légué le gouvernement antérieur". Plus loin "El Mercurio" place dans la bouche d'André Jacques l'opinion suivante "Ce qui s'est passé au Chili s'est produit avec plus de remous que d'autres situations similaires à travers le monde; ce qui fait que... c'est une pure malchance pour vous." Ces phrases furent reprises par le réactionnaire Juan de Dios Carmona dans une déclaration publiée dans "El Mercurio", le 26 novembre.

Interviewé par ANCHA à la conférence de presse tenue à Paris le 7 décembre dernier par le CCFD et la CIMADE,

André Jacques a démenti catégoriquement ces présumées déclarations, indiquant que jamais il n'avait dit ce que "El Mercurio" lui attribuait. Dans la conversation avec ANCHA, André Jacques insista sur le fait qu'on avait complètement transformé ses phrases, que "El Mercurio" avait agi évidemment avec mauvaise foi et il avait envoyé un démenti à ce journaliste qui jusqu'à maintenant n'a pas été publié.

"El Mercurio", fidèle représentant de l'oligarchie

chilienne et de l'impérialisme américain qui reçut un million de dollars de la CIA pour préparer l'opinion publique en faveur du coup d'Etat est connu pour ses mensonges, car il y a dix ans, les étudiants progressistes de l'Université Catholique du Chili le dénoncèrent avec ce slogan qui est resté et qui reste toujours sur la façade de l'université qui disait: "El Mercurio Miente". "El Mercurio" a menti, ment et il continuera à le faire tant qu'il vivra, ce qui ne sera pas long, car il tombera, écrasé avec la dictature qu'il appuie.

Nouvelles . . . Nouvelles . . . Nouvelles . . . Nouvelles . . . N

Le 10 décembre dernier, pour célébrer le 30e anniversaire et la promulgation de la Déclaration des Droits de l'Homme, le Regroupement des Familles des Disparus a organisé une réunion à la Plaza Almagro de Santiago.

Avant de prendre la parole, les dirigeants du groupe entreprirent une manifestation vers le centre-ville, qui fut réprimée par les forces policières qui ont détenu plus de trente personnes, lesquelles furent remises en liberté après plusieurs heures de détention et convoquées par la suite en cour.

FERMETURE DE LA MINE SCHWAGER

Les mesures annoncées par la dictature pour réduire ou fermer définitivement la mine de charbon de Schwager, devront être appliquées à partir de janvier 1979. Ceci veut dire que plus de 4,000 mineurs seront mis en chômage, réduisant ainsi à la misère leurs familles et la population qui vit des activités de la mine qui se chiffre à plus de 35,000 personnes.

CHILI-ARGENTINE

Les tensions entre le Chili et l'Argentine se sont de nouveau aiguës. Les deux pays ont déplacé leurs flottes de guerre dans la zone australe et des mouvements de troupes s'amorcent également aux zones frontalières. Un climat de guerre évident existe. Le pape a envoyé un de ses conseillers en "mission de conciliation" pour éviter la guerre motivée par la dispute des îlots Picton, Nueva et Lenox, situés dans la région du Beagle au sud du continent. De leur côté, des personnalités américaines, incluant Carter, ont manifesté leurs inquiétudes face au déroulement des événements.

Les deux dictatures militaires tentent de profiter de la tension créée pour dévier l'attention des peuples respectifs de la féroce crise économique, de la répression, de la "disparition" des opposants et des autres crimes que les militaires fascistes ont fait dans les deux pays. Les puissances étrangères qui ont des intérêts tant au Chili qu'en Argentine profitent aussi de la situation pour négocier

leur appui en échange de nouvelles concessions.

DE NOUVEAUX DETENUS POUR ACTIVITES SUBVERSIVES

Sept personnes ont été détenues, accusées d'appartenir à une organisation clandestine et de "subversion contre l'ordre public". Les noms de ces personnes sont les suivants: Pedro German Torres, Margarita del Carmen Le Blanc Castillo, Guillermo Le Blanc Castillo, Luis Fernando Merino Jara, Minerva Sepulveda Baeza, Carlos Gonzalez Silva, Ricardo Serey Segura.

SERIE D'EXPLOSIONS DE BOMBES A SANTIAGO

En seulement 20 jours, on a enregistré à Santiago plus de 9 attentats à la bombe. Le premier a été enregistré au domicile du président de la Cour suprême, Israël Borquez.

Selon les informations controversées remises par les services de renseignement, l'emploi des engins explosifs a été réalisé par des individus hautement spécialisés et les éléments utilisés, entre autres le "trotil", auquel on n'a accès que dans les forces armées, font supposer que les auteurs comptent sur la protection des hauts cercles militaires ou de carabiniers. Il faut se rappeler que le président de la Cour suprême est celui qui devra se prononcer en ultime instance sur l'extradition de l'ex-chef de la DIN, Manuel Contreras.

L'attentat contre lui serait en quelque sorte de l'intimidation de la part de sections de militaires qui voient dans cette action de la "justice" une "trahison".

Quelques heures après qu'ait été nommé un responsable de l'enquête, le ministre de la Cour d'Appel, Sergio Dunlop, celui-ci fut également l'objet d'un autre attentat avec les mêmes caractéristiques que les précédents.

Dans les jours mêmes des attentats et au cours des enquêtes (à la mi-décembre), on apprit la "retraite volontaire" du général des Carabiniers, German Campos Vasquez, préfet-en-chef de la Préfecture générale de Santiago.

Solidarité internationale

FRANCE

Paris: samedi le 9 décembre, une journée d'information et de solidarité avec la lutte du peuple érythréen a été organisée par le Front populaire de Libération de l'Erythrée (FPLE). Y assistèrent des centaines de personnes qui purent voir des expositions photographiques et des films sur la lutte du peuple érythréen pour son indépendance nationale et pour résister à l'agression étrangère. De plus, elles purent écouter des discussions et exposés et participer aux débats organisés. La journée fut un succès. Y ont participé de nombreuses personnalités françaises et étrangères, parmi lesquelles le sénateur italien Lellio Basso (Président du Tribunal Russell II) qui a rendu l'âme peu de jours après son retour en Italie.

A cette journée, ont assisté de plus des représentants des organisations chiliennes, le MAPU, la JRR (Troisième Congrès) et le PCK; ceux-ci ont remis un message conjoint d'appui à la lutte du peuple érythréen. Le Front du Peuple a remis, pour sa part, un message de solidarité au peuple érythréen frère.

Vendredi le 15 décembre à midi, une manifestation de protestations a été organisée devant l'ambassade chilienne de cette ville. La manifestation a été convoquée par l'Association des Familles des Détenus disparus au Chili (section française) pour exiger de la dictature chilienne des éclaircissements définitifs sur le sort qu'ont connu les prisonniers politiques disparus au Chili (voir dans ce même bulletin, l'article se référant à la découverte de 27 cadavres

criblés de balles dans une mine abandonnée aux environs de Santiago).

ITALIE

Samedi le 9 décembre, a eu lieu une manifestation internationaliste d'appui au peuple iranien en lutte contre le régime fasciste du chah au théâtre Chiabrera de la ville de Florence. Les participants ont pu voir un film sur les conditions de vie des masses populaires iraniennes et participer à un débat avec un militant de la Résistance iranienne. La réunion était organisée par un Comité de Promotion, composé de la Confédération des Etudiants iraniens à l'étranger (CISNU), l'Union nationale, le Front du Peuple du Chili, la Fédération syndicale des Etudiants progressistes grecs (PPSP), le Parti communiste d'Italie (marxiste-léniniste). Les autres organisations qui ont adhéré sont la Fédération de la Jeunesse socialiste italienne et les organisations syndicales provinciales CGIL-CISL-UIL.

CANADA

Le soir du 24 décembre 1978, le représentant du Front du Peuple du Chili a pris la parole à l'assemblée tenue pour célébrer le premier anniversaire de la fondation du temple Desh Bhagat de Winnipeg. Les plus de 130 Indiens et Canadiens présents ont accueilli avec enthousiasme son message de salutations de même que les chants chiliens antifascistes présentés au cours de la partie culturelle de la soirée. Le 30 décembre à Vancouver, le Comité de Défense indien a tenu son congrès annuel auquel ont assisté plus de 700 Indiens patriotiques et leurs amis. La Résolution no 17 de la IVe Convention annuelle du CDI dit: "Le CDI appuie entièrement le Front du Peuple du Chili et promet d'appuyer activement le travail du Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne." Les ouvriers chiliens et les ouvriers indiens qui habitent le Canada forment entre eux de fermes liens et s'appuient mutuellement dans leur lutte commune contre l'exploitation et la répression tant au Canada que dans leur pays natal.

Nouvelles latino-américaine

ARGENTINE

Jeudi le 21 décembre s'est tenu à la Plaza de Mayo à Buenos Aires, la plus grande manifestation de parents des prisonniers politiques disparus. Comme on le sait, depuis deux ans, les mères et épouses des disparus se sont réunies tous les jeudis à cette place, devant le Palais présidentiel comme forme de protestation et pour exiger la vérité sur le lieu de détention et le sort de leurs parents. Mais cette fois, la manifestation a revêtu un caractère de masse. Environ 2,000 personnes sont allées manifester. Il faut noter que ces derniers temps les dénonciations des nouvelles disparitions et des découvertes de cadavres avec des signes de blessures à mort par balles ou tortures, se sont intensifiées. En même temps, les pressions internationales et internes pour que la dictature argentine s'explique sur le cas de nombreux disparus ont redoublé. Le jour même de la manifestation, des représentants de l'Assemblée permanente des Droits de l'Homme se sont présentés à la Casa Rosada (le Palais présidentiel argentin) pour remettre une pétition signée par 37,000 personnes.

EL SALVADOR

Durant tout le mois de décembre, les actions de la guérilla se sont intensifiées dans ce pays de l'Amérique centrale. Le rapt de deux représentants de grands monopoles étrangers qui opèrent au Salvador par les forces révolutionnaires de la guérilla, a eu un large écho au niveau international. Un d'eux est un haut représentant de la compagnie Philipps. Les guérilleros ont exigé en échange de leur libération de fortes sommes d'argent et la publication d'un communiqué des guérilleros dans des périodiques de nombreux pays par les entreprises concernées. Voici d'autre part un autre exemple du climat d'aiguinement des contradictions de classes et de la tension sociale. Dimanche le 10 décembre, le Consul général du Guatemala au Salvador, Carlos Alarcon a été abattu par un groupe de paysans indignés, tout de suite après que le diplomate ait tué une fillette dans un accident de la circulation, selon les informations provenant de sources officielles.

NICARAGUA

Décembre a été un mois d'intenses manoeuvres et de marchandages entre la dictature somoziste et les sections



les plus conciliatrices de l'opposition bourgeoise, groupées à l'intérieur du PAO (Front élargi d'opposition) qui tentent de remplacer le tyran, mais en évitant l'arrivée au pouvoir du Front sandiniste de Libération nationale (FSLN) et en maintenant les bases essentielles du système d'exploitation au Nicaragua.

Pour sa part, le tyran Somoza traqué, cherche à gagner du temps pour préparer de nouveaux coups contre le peuple et contre les sections de la bourgeoisie dans l'opposition ou pour créer les meilleures conditions possibles en cas d'une éventuelle retraite (forcée) du pouvoir. C'est ainsi que comme produit des tractations avec l'opposition bourgeoise le dictateur a décrété le 15 décembre une supposée "amnistie" et a ordonné dans les jours suivants la libération d'une partie du très grand nombre de prisonniers politiques existant au pays (seulement 55 furent libérés).

Devant ces manoeuvres boíteuses de marchandage de retraite politique menées par le FAO, le Front sandiniste de

Libération nationale a rompu ses relations avec cette organisation, laquelle a poursuivi jusqu'à la fin de décembre ses tentatives d'en arriver à un accord avec Somoza pour que celui-ci se retire du pouvoir au cas où le plébiscite qui se réaliserait en janvier lui soit défavorable. Durant le mois de décembre, de nombreux affrontements armés se sont produits entre les guérilleros du FSLN et des troupes de la dictature.

L'isolement international de Somoza s'est accru avec la rupture des relations de la part de l'Etat voisin de Costa Rica, lequel a souffert des agressions armées de la Garde nationale somoziste.

Poésie de la Résistance

La littérature révolutionnaire s'élève partout pour livrer son espoir dans l'avenir et dans les luttes de notre peuple contre la dictature. Le poème que nous reproduisons fait partie d'un livre édité en Allemagne par Nelson Ruz.

FRONT DU PEUPLE

Une défaite n'est rien
Seulement la douleur et la rancœur
Mais le peuple à la fin a appris.
Avec le fusil et le canon
Le fascisme sur le peuple
Est tombé.

Mais le cri
Qu'on entend peu à peu
De la cordillère
Jusqu'à la mer au loin
Et du nord au sud.

C'est le peuple qui clame

Liberté!
Sa résistance
déjà se fait entendre
Et ni le fusil, ni le canon
ni la grenade
N'en retiendra le pas
Du peuple qui marchera
Avec fermeté et gagnera l'indépendance.

Front du Peuple!
A vive voix on entendra
Et tes ennemis fuiront!
Front du Peuple!
Les gens crieront
Et tes ennemis
Ecraseront

Le fascisme ne passera pas
Avec ses efforts le peuple
Uni dans le Front
Vaincra...

CAUSA M-L

Le PCR du Chili a commencé à publier de nouveau récemment sa revue idéo-politique "Causa M-L". Dans le numéro 26 de cette revue, du premier trimestre de 1979, on fait un bilan des cinq années de dictature. En plus un article est publié sur l'existence de l'avant-garde du prolétariat chilien, et un autre article sur quelques particularités du révisionnisme moderne pro-soviétique et le texte complet de

la récente déclaration conjointe des quatre partis marxistes-léninistes d'Amérique latine.

"Causa M-L" est en langue espagnole. On peut se la procurer pour six francs l'exemplaire, ou par un abonnement d'un an à 30 francs, en envoyant un chèque au nom de Vourron à l'adresse suivante: Sylvia Chateau, B.P. 45, Paris 75622 cedex 13 France.

Appuyons la presse clandestine

Camarades d'ANCHA, veuillez trouver ci-joint ma/notre contribution pour aider chaque Comité de Résistance à acquérir son propre atelier de propagande dans la lutte contre la dictature.

Nom

Adresse

..... 10 francs (\$2.50) pour un rame de papier
 20 francs (\$5.00) pour un tube d'encre à miméographe
 50 francs (\$12.50) pour des stencils
 100 francs (\$25.00) pour des règles et divers matériaux d'imprimerie
 250 francs (\$62.50) pour une machine à miméographe "vietnamienne"
 500 francs (\$125.00) pour un dactylographe
 1000 francs (\$250.00) pour une machine à miméographe manuelle
 1700 francs (\$425.00) pour l'équipement de tout un atelier élémentaire

ANCHA

AGENCE DE NOUVELLES CHILIENNE ANTIFASCISTE

Les éditions française, anglaise et espagnole produites au Canada par le Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne sont disponibles du:

Centre national de Publications
B.P. 727, station Adelaide,
Toronto, Ontario, Canada

